

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES



DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE

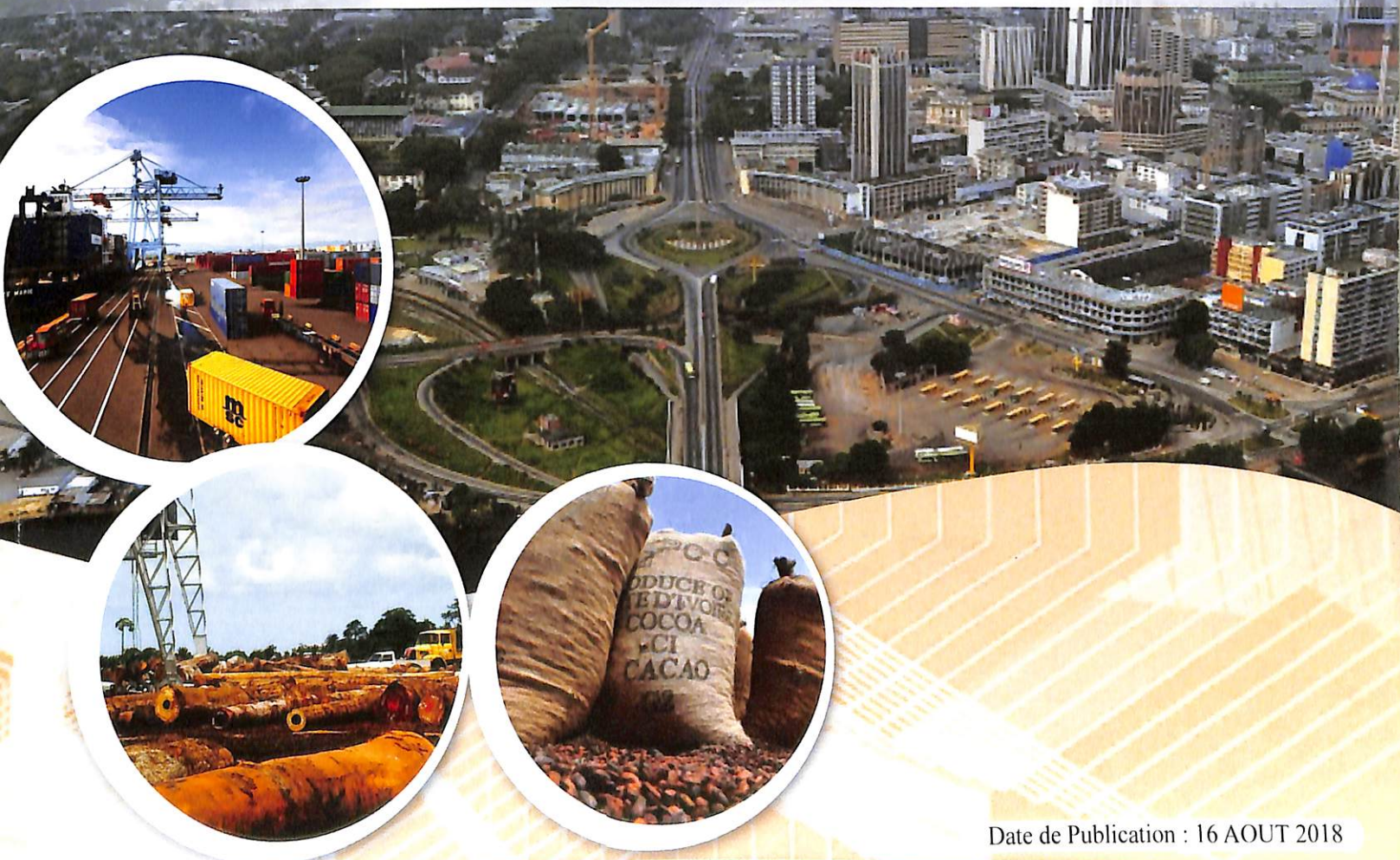
RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE



UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

FIN JUIN 2018



Date de Publication : 16 AOÛT 2018

N° 02-18

Cette note a pour objet de faire l'analyse de la conjoncture économique et financière internationale et nationale. Au niveau national, elle présente l'environnement des affaires ainsi que les évolutions des différents secteurs d'activités de l'économie pendant la période écoulée de l'année courante, en comparaison à la période correspondante de l'année précédente.

SOMMAIRE

SYNTHESE.....	1
 I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	 06
I.1. PAYS AVANCES.....	06
I.2. PAYS EMERGENTS ET PAYS EN DEVELOPPEMENT.....	07
I.3. PAYS DE LA ZONE UEMOA.....	08
I.4. MARCHES DES MATIERES PREMIERES ET DES CHANGES.....	08
 II. CONJONCTURE NATIONALE.....	 10
II.1. SECTEUR REEL.....	13
II.2. FINANCES PUBLIQUES.....	25
II.3. COMMERCE EXTERIEUR.....	28
II.4. SITUATION MONETAIRE ET MARCHÉ BOURSIER.....	32

TABLE DES ILLUSTRATIONS

GRAPHIQUES

Graphique 1 : Cours du dollar en euro à fin juin 2018.....	09
Graphique 2 : Indice harmonisé de la production industrielle.....	16
Graphique 3 : Indice de production des industries extractives.....	17
Graphique 4 : Production et vente de produits pétroliers.....	18
Graphique 5 : Indice de production du secteur manufacturier.....	18
Graphique 6 : Production et consommation d'électricité.....	19
Graphique 7 : Indice du chiffre d'affaires du commerce de détail.....	20
Graphique 8 : Evolution du nombre de passagers commerciaux du transport aérien à fin juin.....	21
Graphique 9 : Répartition du nombre de passagers au départ d'Abidjan par destination.....	21
Graphique 10 : Evolution du trafic global de marchandises.....	22
Graphique 11 : Taux d'inflation.....	24
Graphique 12 : Evolution des recettes et dons par rapport aux objectifs à fin juin 2018.....	27
Graphique 13 : Evolution des dépenses par rapport aux objectifs à fin juin 2018.....	28
Graphique 14 : Evolution des dépenses pro-pauvre à fin juin.....	28
Graphique 15 : Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur spécial (hors biens exceptionnels).....	28
Graphique 16 : Répartition géographique des exportations à fin juin 2018.....	31
Graphique 17 : Répartition géographique des importations à fin juin 2018.....	31
Graphique 18 : Principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA.....	33
Graphique 19 : Evolution des indices boursiers par secteur.....	33

TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB réel dans les pays avancés 2018 (en %)	06
Tableau 2 : Taux de croissance du PIB réel dans les pays émergents et en développement (en %)	07
Tableau 3 : Taux de croissance du PIB réel dans les pays de l'UEMOA (en %)	08
Tableau 4 : Principales productions de l'agriculture d'exportation	12
Tableau 5 : Structure des exportations en valeur 6 mois 2017-2018	30
Tableau 6 : Structure des importations en valeur 6 mois 2017-2018	30

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

- ADERIZ:** Agence pour le Développement de la Filière Riz en Côte d'Ivoire
- BRVM :** Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
- BRVM 10 :** Indice des dix entreprises les plus performantes du marché boursier de la BVRM
- BTP :** Bâtiments et Travaux Publics
- CEDEAO :** Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- DDO :** Distillat Diesel Oil
- DGD :** Direction Générale des Douanes
- DGE :** Direction Générale de l'Economie
- DUS :** Droit Unique de Sortie
- EU :** Etats-Unis
- FCFA :** Franc de la Communauté Financière Africaine
- FMI :** Fonds Monétaire International
- Gwh :** Giga watt heure
- Kg:** Kilogramme
- MINADER :** Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
- ONDR:** Office National de Développement de la Riziculture
- PAA :** Port Autonome d'Abidjan
- PASP :** Port Autonome de San Pedro
- PEM :** Perspectives de l'Economie Mondiale
- PIB :** Produit Intérieur Brut
- PND :** Plan National de Développement
- PNIA :** Programme National d'Investissement Agricole
- SIR :** Société Ivoirienne de Raffinage
- TIC:** Technologie de l'Information et de la Télécommunication
- TVA :** Taxe sur la Valeur Ajoutée
- UE :** Union Européenne
- UEMOA :** Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SYNTHESE

Valeurs en FCFA, sauf indications contraires

*Tous les chiffres sont à fin Juin 2018 sauf indications contraires**Croissance de l'économie mondiale soutenue dans un contexte de tensions commerciales croissantes*

L'économie mondiale poursuit son dynamisme et devrait croître de 3,9% en 2018, selon les prévisions du FMI publiées dans les Perspectives Economiques Mondiales (PEM) de juillet 2018. Elle bénéficierait de l'affermissement de l'activité particulièrement aux Etats-Unis et dans certaines économies émergentes et en développement. Cependant, les tensions commerciales grandissantes entre les Etats-Unis et certains de ses partenaires commerciaux dont la Chine, l'Union Européenne, le Canada et la Turquie, pourraient assombrir les perspectives de la croissance économique mondiale.

Dans les **économies avancées**, la croissance du PIB devrait se situer à +2,4%, en retrait de 0,1 point de pourcentage par rapport à la prévision d'avril 2018, mais en amélioration par rapport à la réalisation de 2017 (+2,3%). Cette révision à la baisse est principalement liée à la revue à la baisse des prévisions du niveau de l'activité dans la Zone Euro (+2,2% contre +2,4% antérieurement), au Royaume-Uni (+1,4% après +1,6%) et au Japon (+1,0% après +1,2%). Par contre, le dynamisme de l'économie américaine se consolide comme prévu en avril 2018 et la prévision de croissance du PIB pour l'année 2018 est restée inchangée à +2,9%. Le pays bénéficie d'une politique de relance budgétaire et d'une demande privée en hausse.

Dans les **économies émergentes et en développement**, la prévision de croissance de l'activité en 2018 a été maintenue à +4,9%, après une réalisation de +4,7% en 2017. L'impact favorable de la hausse des cours du pétrole brut sur la croissance des pays exportateurs est annihilé par des facteurs négatifs,

notamment l'augmentation des rendements des bons du Trésor et obligations aux Etats-Unis, les tensions commerciales et les conflits géopolitiques.

En **Afrique subsaharienne**, la reprise devrait se poursuivre soutenue par la hausse des prix de certains produits de base, spécifiquement celui du pétrole brut. La prévision de croissance pour l'ensemble de la région est restée inchangée à +3,4% en accélération par rapport à la croissance de +2,8% enregistrée l'année précédente.

La croissance économique ressortirait à +6,8% dans la zone **UEMOA**, en 2018, soutenue par une bonne tenue des BTP, la consolidation des activités manufacturières et l'intensification des investissements. Le dynamisme de la zone est principalement porté par celui des économies de la Côte d'Ivoire et du Sénégal.

Hausse des cours du pétrole brut et du cacao

La situation du marché des produits de base, au premier semestre 2018 comparée à celle de la même période en 2017, est caractérisée en moyenne par une bonne orientation des cours du cacao (+16,7%), du pétrole brut (+33,8%), du coton (+8,0%) et de l'or (+6,4%). En revanche, les cours du café (-13,9%), de l'huile de palme (-7,2%) et du caoutchouc (-30,0%) fléchissent.

En évolution mensuelle, le cours du cacao enregistre une baisse de 9,4% en juin 2018, passant de 2 659,9 dollars US la tonne en mai 2018 à 2 410,8 dollars US la tonne. Il en est de même du cours du pétrole brut qui se contracte de 3,3% pour s'afficher à 74,4 dollars US le baril, contre 76,9 dollars US le mois précédent.

Affermissement de l'euro

Le marché des changes, en moyenne sur les six premiers mois de 2018, est marqué par la consolidation de l'euro face au dollar américain (+12,0%), au yuan renminbi (+3,8%) et à la livre sterling (+2,3%), comparé à la même période de 2017.

Activités économiques nationales en progression

L'économie nationale évolue dans un contexte caractérisé par l'accélération des grands chantiers publics. L'activité bénéficie d'un climat des affaires propice avec la poursuite de la mise en œuvre des réformes portant notamment sur la dématérialisation et la diminution des coûts administratifs, la modernisation de la justice, ainsi que la réforme fiscale. Par ailleurs, l'indice de sécurité nationale est en nette amélioration en descendant à 1,3 à fin juin 2018 après être ressorti à 1,5 en 2017.

Dans ce contexte, le guichet unique du Centre de Promotion des Investissements (CEPICI) a enregistré 7 423 entreprises créées au premier semestre 2018 contre 6 267 au cours de la même période en 2017, soit une augmentation de 18,4%. De même, les intentions d'investissements agréés à fin juin 2018 par le CEPICI s'affichent à 351,5 milliards, en progression de 76,2% en comparaison de la période correspondante de 2017. Cette évolution des investissements agréés vient conforter le niveau du taux d'investissement privé prévu à 15,7% pour l'année 2018 contre 14,4% en 2017.

Aussi, dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre du PND 2016-2020, le Gouvernement reste engagé dans la transformation structurelle de l'économie qui passe nécessairement par la promotion de l'agro-industrie. A cet effet, un Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADFA) a été mis en place. De façon spécifique,

les conditions pour l'amélioration du taux de transformation locale du cacao et de la noix de cajou sont créées.

Dans ce contexte, le Gouvernement poursuit les travaux d'aménagement de nouvelles zones industrielles autant à Abidjan qu'à l'intérieur du pays. Ainsi, dans la ville d'Abidjan, une superficie de 62 ha a déjà été aménagée sur un total de 940 ha à la zone industrielle de PK24 avec 95 lots attribués.

Par ailleurs, les questions de l'éducation, de l'emploi jeune, de la santé, des infrastructures routières, du soutien aux PME et de l'autonomisation des femmes restent des préoccupations majeures pour le Gouvernement en vue de la réduction significative de la pauvreté.

Dans le cadre de la mobilisation des ressources en vue du financement du PND en 2018, la Côte d'Ivoire a émis, en mars 2018, un euro bond de 1 115 milliards sur le marché international.

Les réalisations à fin juin 2018 comparées à celles de la période correspondante de 2017 se présentent comme suit.

Evolution mitigée de l'agriculture d'exportation

Au niveau du **secteur primaire**, l'agriculture d'exportation connaît une évolution contrastée. Les productions d'anacarde (-1,1%), de banane (-3,5%), d'ananas (-10,1%), et de cacao (-3,3%) sont en baisse alors que les productions de sucre (+4,8%), de coton graine (+27,7%), de caoutchouc (+14,2%) et de café (+323,1%) augmentent. Le café bénéficie de conditions climatiques favorable et d'une reprise végétative des caféiers. Par contre, l'anacarde connaît une campagne de commercialisation difficile du fait de la chute des cours internationaux qui ne permet pas aux exportateurs d'offrir aux producteurs les niveaux de prix record enregistrés en 2017.

Toutefois, un redressement de la commercialisation est attendu avec la décision du Gouvernement de réduire le DUS anacarde de 10% à 3,5% et la production annuelle devrait croître de 5,5%. Du côté du cacao, la baisse observée s'explique par le repos végétatif des vergers qui fait suite au niveau élevé de production atteint en 2017.

S'agissant de l'agriculture vivrière, elle resterait bien orientée, au regard de la baisse des prix des produits frais, notamment les tubercules et plantain (-7,2%), les légumes frais (-8,5%) et les fruits (-8,7%). Toutefois, la croissance serait être moindre que prévue initialement, en lien avec la révision à la baisse des projections concernant le manioc (+4,5% contre +17,0% précédemment) et le riz paddy (+7,1% contre +13,4% précédemment).

Maintien à la hausse des activités du secteur secondaire

Le **secteur secondaire** connaît une embellie provenant à la fois des BTP et de l'activité industrielle. L'indice de la production industrielle augmente de 4,1%, grâce au dynamisme des industries manufacturières (+7,2%) tandis que la branche « Electricité gaz et eau » (+0,8%) croît modérément du fait du ralentissement de la demande d'électricité de basse tension et à l'exportation, et que l'activité extractive recule (-12,3%). Hors extraction, l'activité industrielle progresse de 6,6%. Le dynamisme de l'activité industrielle est confirmé par la bonne tenue de la consommation d'électricité de moyenne tension (+4,3%). S'agissant de l'indicateur avancé des BTP, il se raffermirait de 17,9%, soutenu par l'accélération de l'exécution des grands chantiers publics (Stade d'Ebimpé, Echangeur Carrefour Solibra, construction et réhabilitation de certaines infrastructures routières du pays).

Bonne santé du secteur tertiaire

Dans le **secteur tertiaire**, l'Indice du Chiffre d'Af-

fares du commerce de détails (ICA) et le transport s'affichent en hausse. En effet, l'ICA progresse de 8,6% en termes nominaux et de 8,1% en termes réels. Le transport aérien enregistre une hausse de 3,9% du nombre de passagers commerciaux. De même, le transport routier devrait évoluer favorablement, au regard de la progression de la consommation des carburants super et gasoil (+13,1%). Dans le maritime et le ferroviaire, les trafics de marchandises sont également en hausse de 4,1% et 19,5%, respectivement. Les télécommunications enregistrent un léger repli du chiffre d'affaires de 0,3% tandis que le nombre d'abonnements progresse de 10,0%.

Inflation contenue

En moyenne sur la période sous revue, l'**indice harmonisé des prix à la consommation** reste quasiment stable sous l'effet conjugué de l'accroissement des prix des produits non alimentaires (+0,5%) et du fléchissement de ceux des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-1,4%). Les prix des produits alimentaires bénéficient d'un meilleur approvisionnement des marchés en produits frais et du maintien de la mesure de plafonnement des prix et des marges de certains produits de grande consommation.

En conséquence, en moyenne annuelle, l'**inflation** se situe à 0,5%, largement en deçà du maximum de 3,0% de la norme de l'UEMOA.

Hausse continue de la création nette d'emplois formels

Le marché de l'**emploi** dans le secteur moderne se comporte favorablement. Le nombre de salariés s'accroît de 7,6%, correspondant à une création nette de 70 529 emplois sur une année. Avec 58 546 emplois créés, le secteur privé se présente comme le principal pourvoyeur d'emplois avec une contribution de 83,0%.

Recouvrement des recettes fiscales plus important que prévu

Les finances publiques sont marquées par un niveau de recouvrement des recettes et dons de 2 416,2 milliards pour un niveau prévisionnel de 2 388,4 milliards, dégageant une plus-value de 27,7 milliards attribuable au bon niveau de mobilisation des recettes intérieures. Les recettes fiscales s'affichent à 1 865,8 milliards et enregistrent une plus-value de 17,5 milliards par rapport à l'objectif de 1 848,2 milliards.

Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils ont été exécutés à hauteur de 2 694,5 milliards pour un niveau prévu de 2 746,8 milliards, dégageant ainsi une économie de 52,3 milliards dues à une exécution rationnelle. Les dépenses d'investissements ressortent à 713,1 milliards, en retrait de 32,8 milliards par rapport à l'objectif mais en accroissement de 7,6% par rapport à l'exécution à fin juin 2017. S'agissant des dépenses pro-pauvres, elles s'élèvent à 1 122,0 milliards, largement supérieures à l'objectif à mi-parcours de 1 010,1 milliards.

Il en résulte, un solde primaire de base excédentaire de 115,2 milliards et un solde budgétaire global enregistrant un déficit de 278,3 milliards moins prononcé que l'objectif (-358,3 milliards). Le recours aux marchés monétaire et financier extérieurs et intérieurs pour un montant de 1 202,2 milliards a servi, en partie, à couvrir ce déficit.

Bonne orientation des importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires

Les échanges extérieurs de biens en commerce spécial et hors biens exceptionnels enregistrent un excédent commercial de 709,1 milliards, en baisse de 55,1% comparé à l'excédent enregistré à fin juin 2017. Cette réduction de l'excédent résulte d'un repli des exportations et d'une hausse des importa-

tions en valeur.

En effet, les exportations se contractent de 13,1% en valeur, sous l'effet combiné du volume (-1,3%) et des prix (-12,0%). La baisse des exportations provient des ventes des produits primaires (-16,2%) et des produits de première transformation (-6,8%). Par contre, les importations en valeur augmentent de 12,8%, impulsées principalement par le volume (+13,5%) puisque les prix reculent de 0,6%. Elles sont soutenues par l'ensemble des composantes à savoir, les biens de consommation (+5,9%), les biens intermédiaires (+26,3%) et les biens d'équipement (+12,9%).

Hausse de la masse monétaire

Au regard de la bonne tenue des activités du secteur réel, la masse monétaire s'accroît également de 10,9% et se situe à 9 023,1 milliards. Cette évolution résulte de la hausse des actifs extérieurs nets (+0,5% ; +11,7 milliards), des créances nettes sur l'Administration Centrale (+27,8% ; +345,5 milliards) et des créances nettes sur l'économie (+13,1% ; +741,9 milliards). Selon les résultats de l'enquête de conjoncture menée par la Direction Générale de l'Economie auprès du secteur bancaire, l'évolution favorable des créances nettes sur l'économie provient à la fois des crédits de consommation, des crédits immobiliers et des crédits d'équipement. L'économie ivoirienne enregistre un gain de compétitivité-prix au second trimestre 2018, marqué par une baisse de son Taux de Change Effectif Réel (TCER) de 1,5%, après une perte de compétitivité au cours du premier trimestre 2018 (+1,0%).

La Bourse Régionales des Valeurs Mobilières (BRVM) voit la capitalisation boursière progresser de 3,9%. Par contre, les indices BRVM 10 et BRVM composite reculent de 13,2% et 16,7% respectivement, du fait du réajustement consécutif à des années

de forte hausse avec des valorisations qui avaient souvent atteint des niveaux élevés.

En conclusion, l'économie ivoirienne est bien orientée au premier semestre 2018, portée par les secteurs secondaire et tertiaire. Le secteur primaire devrait bénéficier d'un bon niveau de production de l'agriculture vivrière, au regard du recul des prix des principaux produits frais. Il devrait également se consolider au second semestre avec le redressement attendu de la production d'anacarde.

En relation avec le lancement des travaux du 4ème pont d'Abidjan le 30 juillet 2018 et la poursuite des chantiers en cours d'exécution, l'activité économique devrait rester dynamique sur le reste de l'année. Dans l'ensemble, le taux de croissance du PIB devrait être soutenu en 2018.

Selon la septième édition du rapport de la Banque Mondiale sur la situation économique en la Côte d'Ivoire publiée en juillet 2018, le pays présente de bonnes performances économiques. La poursuite du processus de transformation structurelle de l'économie devrait renforcer la soutenabilité à moyen et long termes de sa croissance.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Au **niveau mondial**, le PIB devrait croître en 2018 selon les dernières estimations du Fonds Monétaire International (FMI) effectuées au mois de juillet 2018. En effet, le FMI prévoit une hausse de l'activité mondiale de 3,9% en 2018. Cette progression de l'activité reste inchangée par rapport à la prévision réalisée en avril 2018. Elle serait liée à un affermissement de la croissance aux Etats-Unis et dans certaines économies émergentes et en développement. Cependant, les tensions commerciales grandissantes entre les Etats-Unis et certains de ses partenaires commerciaux dont la Chine, l'Union Européenne (UE), le Canada et la Turquie, pourraient assombrir les perspectives de la croissance économique mondiale.

I.1. PAYS AVANCÉS

La croissance dans les *pays avancés* devient moins différenciée entre les pays. Le PIB progresserait de 2,4% en 2018, en baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport à la prévision d'avril 2018. Cette évolution serait en grande partie liée à une révision à la baisse de la croissance dans la Zone Euro, au France et au Japon.

Tableau1: Taux de croissance du PIB réel dans les pays avancés en 2018 (en %)

Pays	Prévisions annuelles		
	Réalisé 2017	Prévision 2018	
	PEM Avril. 2018	PEM Avril 2018	Mise à jour des PEM juillet 2018
Mondiale	3,7	3,9	3,9
Pays avancés	2,4	2,5	2,4
Etats Unis	2,3	2,9	2,9
Canada	3,0	2,1	2,1
Japon	1,7	1,2	1,0
Royaume-Unis	1,7	1,6	1,4
Zone Euro	2,4	2,4	2,2
Allemagne	2,5	2,5	2,3
France	2,3	2,1	1,8
Italie	1,5	1,5	1,2
Espagne	3,1	2,8	2,8

Aux **États-Unis**, la croissance devrait s'afficher à +2,9% en 2018. Ce maintien s'explique par une politique de relance budgétaire de grande envergure, conjuguée à une demande finale privée déjà robuste. Les importations devraient augmenter également du fait de la hausse de la demande intérieure.

La prévision de croissance du PIB au **Japon**, projetée à 1,0% pour 2018 est en retrait de 0,2 point de pourcentage par rapport à celle prévue dans les PEM d'avril dernier en raison de la faiblesse de la consommation et l'investissement privés.

La croissance du PIB **Britannique** est projetée à 1,4% en juillet 2018 par le FMI contre 1,6% précédemment. L'économie britannique est plombée par la réduction des investissements des grandes entreprises du pays depuis la sortie annoncée de la grande-bretagne de l'UE, en raison des incertitudes liées aux négociations pour acter cette sortie.

La croissance de l'économie **Canadienne** a été maintenue à 2,1% en 2018, portée par une augmentation des dépenses de consommation et des investissements des entreprises.

Dans la **Zone Euro**, l'activité économique devrait ralentir en 2018. Cette décélération de 0,2 point de pourcentage est imputable à une demande intérieure moins vigoureuse et un durcissement des conditions financières dans l'ensemble de la zone.

En **Allemagne**, la croissance du PIB décélérerait à +2,3% en 2018 contre +2,5% prévue antérieurement. Une demande plus faible adressée à l'Allemagne et des pénuries de main d'œuvre fragiliseraient la croissance de la première économie de la zone euro.

Source : FMI, DGE, juillet 2018

En **France**, le PIB devrait s'accroître de 1,8%, en baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à la prévision antérieure. Cette révision est liée aux contextes européen et mondial agités (incertitudes politiques en France et politique commerciale des Etats-Unis) qui pourraient affecter les exportations, tandis que les hausses des prix du pétrole et du tabac pèsent notamment sur la consommation des ménages. Par ailleurs, l'arrêt projeté des activités des entreprises automobiles installées en Iran pourrait affecter davantage l'économie de l'hexagone.

Le Produit Intérieur Brut de l'**Italie** devrait augmenter de 1,2% en 2018, en retrait de 0,3 point de pourcentage par rapport aux prévisions d'avril 2018. La troisième économie de la Zone euro subirait le ralentissement de la consommation des ménages, l'augmentation des risques liés à l'évolution du commerce mondial et la hausse du prix du pétrole brut.

En **France**, l'économie devrait croître de 2,8% en 2018 comme prévue en avril 2018, grâce à la vigueur de la consommation des ménages et de l'investissement.

1.2. PAYS ÉMERGENTS ET PAYS EN DEVELOPPEMENT

Dans les **économies émergentes et en développement**, la prévision de croissance du PIB de l'année 2018 effectuée en juillet 2018 reste inchangée à +4,9%. L'effet bénéfique de la hausse des prix du pétrole sur les pays exportateurs ayant été annihilé par des facteurs extérieurs tels que les tensions commerciales et les conflits géopolitiques.

Le Produit Intérieur Brut (PIB) de la **Chine** devrait se situer à +6,6%, grâce à un assouplissement de la politique monétaire qui permettrait de contrebalancer l'impact des mesures protectionnistes américaines.

Tableau 2 : Taux de croissance du PIB réel dans les pays émergents et en développement (en %)

Pays	Prévisions annuelles		
	Réalisé 2017	Prévision 2018	
	PEM juillet 2018	PEM Avril 2018	PEM juillet 2018
Pays émergents	4,7	4,9	4,9
Chine	6,9	6,6	6,6
Russie	1,5	1,7	1,7
Brésil	1,0	2,3	1,8
Inde	6,7	7,4	7,3
Afrique subsaharienne	2,8	3,4	3,4
Nigéria	0,8	2,1	2,1
Afrique du sud	1,3	1,5	1,5

Source : FMI WEO juillet 2018 ; OCDE

En **Inde**, le PIB s'afficherait en hausse de 7,3% en 2018, soutenu à court terme, par une forte consommation intérieure et par une réforme fiscale.

Au **Brésil**, l'accroissement du PIB en 2018 a été révisé à la baisse de 0,5 point de pourcentage pour s'afficher à 1,8%, du fait des effets persistants des grèves et de l'incertitude politique.

En **Russie**, les perspectives de l'économie en 2018 sont similaires à la projection d'avril dernier (+1,7%), les effets positifs de la hausse des prix du pétrole étant annihilés par l'impact des sanctions de l'UE.

L'**Afrique subsaharienne** devrait voir la croissance de son PIB s'accélérer, en passant de +2,8% en 2017 à +3,4% en 2018. Cette poussée s'explique en grande partie par un contexte extérieur plus porteur, caractérisé par la hausse du prix des produits de base. Au **Nigéria**, la progression du PIB devrait passer à 2,1% en 2018 contre 0,8% en 2017, grâce à l'amélioration prévue des prix du pétrole brut. En **Afrique du Sud**, la croissance devrait s'accélérer également et atteindre +1,5% en 2018 après +1,3% en 2017, revigorée par le regain de

confiance des agents économiques et les perspectives d'une augmentation progressive de l'investissement privé. Le taux de croissance en Côte d'Ivoire devrait continuer d'être parmi les plus élevés en Afrique et dans le monde.

I.3. PAYS DE LA ZONE UEMOA

Dans la zone UEMOA, la croissance économique atteindrait environ +6,8% en 2018, portée par une bonne tenue des BTP, la consolidation des activités manufacturières ainsi que l'intensification des investissements.

L'évolution du PIB serait vigoureuse dans l'ensemble des pays principalement en Côte d'Ivoire (+7,9%), au Sénégal (+7,0%), au Burkina Faso (+7,0%) et au Bénin (+6,1%).

Tableau 3 : Taux de croissance du PIB réel dans les pays de l'UEMOA (en %)

Pays	Croissance du PIB en 2017 (est.)	Croissance du PIB en 2018 (proj.)
Bénin	5,7	6,1
Burkina Faso	6,7	7,0
Côte d'Ivoire	7,8	7,9
Guinée Bissau	5,9	5,3
Mali	5,5	5,2
Niger	4,9	5,2
Sénégal	7,2	7,0
Togo	4,4	4,9
UEMOA	6,7	6,8

Sources : DGE DPPSE ; RSM juin 2018

Au niveau des **prix à la consommation**, l'inflation serait en hausse et s'établirait à 1,5%² en 2018, portée essentiellement par la composante « alimentation », en liaison avec le renchérissement des céréales dans certains pays sahéliens. Cette évolution reste toutefois en phase avec l'objectif de stabilité des prix poursuivi par la BCEAO.

Les **finances publiques** de l'Union seraient caractérisées par la poursuite des efforts visant à réduire progressivement les déficits budgétaires. Ainsi, il serait enregistré un solde budgétaire global (dons compris) déficitaire de 3,3% en 2018, en nette amélioration comparé au déficit de 4,2% réalisé en 2017.

Au niveau des **échanges extérieurs**, le solde des transactions courantes enregistrerait un déficit de 6,7% du PIB après celui de 7,2% observé en 2017.³

I.4. MARCHÉS DES MATIÈRES PREMIERES ET DES CHANGES

Maintien en hausse du cours du cacao

En moyenne sur la période sous revue, le marché des produits de base est marqué par le maintien en hausse du cours du cacao qui croît de 16,7% par rapport à son niveau de la période correspondante de 2017. De même, ceux du coton (+8,0%), de l'or (+6,4%) et du pétrole brut (+33,8%) progressent. En revanche, les cours du café (-13,9%), de l'huile de palme (-7,2%), du sucre (-26,9%) et du caoutchouc (-30,0%) fléchissent.

En **évolution mensuelle**, le cours du cacao enregistre une baisse de 9,4% en juin 2018, passant de 2 659,9 dollars US la tonne en mai 2018 à 2 410,8 dollars US la tonne au mois de juin.

Appréciation de l'euro par rapport aux autres devises

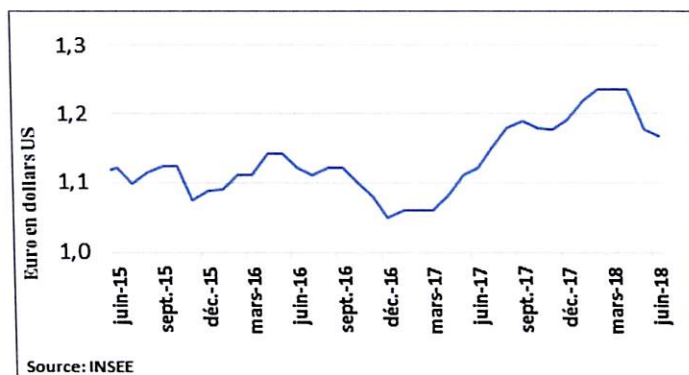
Sur le **marché des changes**, en moyenne au premier semestre de 2018, l'euro s'affermi par rapport au dollar américain (+12,0%), à la livre sterling (+2,3%), au yen japonais (+7,6%), au yuan renminbi (+3,8%) et au rand sud-africain (+4,1%), en raison de la poursuite de la politique monétaire

² Communiqué de presse de la réunion du Comité de Politique Monétaire du 06 juin 2018

³ Communiqué de presse de la session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UEMOA, Dakar, le 29 juin 2018

accommodante pratiquée par la Banque Centrale Européenne. Celle-ci entend poursuivre ses achats de titres jusqu'en fin d'année 2018.

Graphique 1 : Cours de l'euro en dollar à fin juin 2018



Sources : DGE/DPPSE ; RSM juin 2018

En **évolution mensuelle**, l'euro recule face au dollar (-0,7%) et au yen (-0,8%). Par contre, elle se renforce par rapport au dollar canadien (+0,8%) et à la livre sterling (+0,2%) au mois de juin 2018.

II. CONJONCTURE NATIONALE

L'analyse porte sur les données à fin juin 2018, comparées à celles à fin juin 2017, sauf indication contraire
Valeurs en FCFA

Au **plan national**, l'activité économique évolue favorablement, impulsée par l'accélération des grands chantiers publics et l'appui à l'industrialisation.

L'économie bénéficie d'un climat des affaires propice caractérisé par la poursuite de la mise en œuvre des réformes portant notamment sur la dématérialisation et la diminution des coûts administratifs, la modernisation de la justice ainsi que la réforme fiscale. Dans le rapport « Doing business 2018 » de la Banque Mondiale, la Côte d'Ivoire occupe la 139^{ème} place du classement, gagnant ainsi trois places comparativement au classement du rapport « Doing business 2017 ».

Au premier semestre 2018, le guichet unique du Centre de Promotion des Investissements a enregistré 7 423 entreprises créées contre 6 267 au cours de la même période de 2017, soit une hausse de 18,4%. De même, le volume des investissements privés agréés par le CEPICI s'élève à 351,5 milliards sur la période sous revue, en hausse de 76,2% comparé à fin juin 2017. Ce niveau d'investissement devrait contribuer à la réalisation du taux d'investissement privé prévu à 15,7% en 2018 après 14,4% en 2017. Par ailleurs, un nouveau code des investissements conforme aux textes internationaux a été adopté en juillet 2018. Il conserve certaines garanties et obligations du code de 2012 tout en mettant l'accent sur (i) l'optimisation de la dépense fiscale par la rationalisation des exonérations, (ii) le ciblage des investissements dans les secteurs prioritaires contenus dans le PND, (iii) la promotion du développement des Petites et Moyennes Entreprises (PME), et (iv) l'incitation des entreprises à s'installer à l'intérieur du pays.

Selon le rapport CPIA³ 2017 de la Banque mondiale qui évalue les politiques publiques et institutions internationales, la note de la Côte d'Ivoire s'est améliorée, passant

de 3,35 en 2016 à 3,37 en 2017. La notation de la CPIA est basée sur seize (16) critères réunis en quatre groupes à savoir (i) la gestion économique, (ii) les politiques structurelles, (iii) les politiques de lutte contre l'exclusion sociale et de promotion de l'équité ainsi que (iv) la gestion et les institutions du secteur public.

Aussi, la troisième revue du programme économique et financier 2016-2019 effectuée du 22 mars au 04 avril 2018 par le FMI a été concluante, les experts du FMI ayant relevé une saine gestion macroéconomique des autorités en 2017, dans un contexte caractérisé par des chocs internes et une évolution défavorable des prix à l'exportation du cacao. En outre, le vaste programme de réformes économiques mené par les autorités ivoiriennes, afin de parvenir à une position viable de la balance des paiements, de réaliser une croissance inclusive et de réduire la pauvreté en investissant dans les projets prioritaires sociaux et d'infrastructures a été apprécié.

Afin de soutenir durablement l'économie, la Côte d'Ivoire a émis un euro bond de 1 115 milliards sur le marché international, au premier semestre 2018, qui devrait contribuer à financer les grands projets du PND 2016-2020, dans les secteurs des infrastructures, de l'énergie, de l'éducation, de la santé, etc.

En outre, la poursuite de l'exécution du plan d'actions prioritaires prévues du PND 2016-2020 a conduit le Gouvernement à mettre en place un Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADFA) dans le cadre de la transformation structurelle de l'économie, ciblant le

³ Country Policy and Institutional Assessment

développement de l'agro-industrie. Ce programme bénéficiant d'un soutien financier d'environ 9,88 milliards devrait permettre de réduire la pauvreté en milieu rural, tout en stimulant la croissance économique à travers notamment la valorisation des produits agricoles. Par ailleurs, le Gouvernement a pris plusieurs mesures afin d'encourager la promotion de la transformation locale des principaux produits agricoles au moyen de l'accroissement des capacités de production.

Encadré n°1 : Evolution du climat des affaires en Côte d'Ivoire

Le Gouvernement ivoirien, à travers la mise en œuvre du Plan d'Actions Prioritaires, poursuit les réformes structurelles et sectorielles en vue de promouvoir la bonne gouvernance et d'améliorer l'attractivité du pays. Ainsi, des réformes sont-elles entreprises dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires notamment au niveau de : (i) la modernisation de l'administration publique à travers la simplification des procédures de délivrance des actes administratifs et leur dématérialisation, la diminution des coûts des actes administratifs, (ii) la modernisation de la justice, (iii) la réforme du système fiscal et (iv) la mise en ligne des informations sur la propriété foncière.

Ces actions ont permis une amélioration du classement du pays dans le cadre du Doing Business, passant de la 177ème place en 2013 à la 139ème au premier semestre 2018. Les réformes engagées ainsi que la stabilité du cadre macroéconomique ont conduit à un regain de la confiance des investisseurs nationaux et internationaux. Ainsi, 8 451 entreprises ont été créées en moyenne annuelle sur la période 2013-2017 et les investissements directs étrangers ont atteint 466,3 milliards de FCFA en 2017 contre un niveau de 209 milliards de FCFA en 2010.

Au premier semestre 2018, le Guichet Unique du Centre de Promotion des Investissements (CEPICI) a enregistré 7 423 entreprises créées contre 6 267 au cours de la même période de 2017. Les intentions d'investissements agréés par le CEPICI sur cette période sont en hausse de 76,2% pour atteindre 351,5 milliards de FCFA, avec 36% d'Investissements Directs Nationaux (IDN) et 64% des Investissements Directs Etrangers (IDE). Cette forte progression des intentions d'investissements contribuerait certainement à atteindre le taux d'investissement privé projeté à 15,7% pour l'année 2018. Le nombre d'emplois prévisionnels générés est également en augmentation de 74,2%, passant de 2 201 à fin juin 2017 à 3 835 à fin juin 2018. Les principaux pays investisseurs étrangers sont le Togo (11%), le France (9%), la France (9%), la Turquie (5%), le Maroc (4%), la Suisse (4%) et les Autres pays (22%). Selon le rapport « Africa Investment Index 2018 » publié par le groupe Quantum Global, la Côte d'Ivoire est le 5ème pays le plus attractif d'Afrique pour l'investissement. La bonne tenue des investissements et de l'emploi témoigne du dynamisme du secteur privé ivoirien. Aussi, les secteurs d'activité enregistrant le plus de créations d'entreprises sont dans l'ordre les services (47%), le commerce (29%), les BTP (13%) et les « transport, éducation communication » (10%).

En dépit des avancées enregistrées dans l'amélioration du climat des affaires, le CEPICI révèle qu'un retard est accusé dans la mise en œuvre de l'agenda des réformes. Ce retard est lié à la faible disponibilité des acteurs terrain, à leur faible niveau de collaboration, notamment dans la transmission des informations cruciales et au décaissement tardif des fonds.

En perspective, le Gouvernement ivoirien à travers le CEPICI entend poursuivre l'introduction de la dématérialisation des services et actes entre l'administration et les investisseurs qui permettra au pays d'améliorer son classement Doing Business et les indicateurs du Millénium Challenge Corporation. Pour l'année 2018, les objectifs s'articulent autour de l'arrimage des actions du CEPICI à l'objectif de transformation structurelle de l'économie ivoirienne par l'industrialisation. Il s'agit notamment du ciblage des investisseurs internationaux selon le secteur d'activité ainsi que de l'attraction et la promotion des investisseurs nationaux

Au niveau social, le Gouvernement ivoirien entend mettre en œuvre des mesures et politiques en faveur des couches les plus défavorisées en vue de rendre la croissance davantage inclusive.

Il s'agit spécifiquement de promouvoir l'autonomisation économique des femmes et développer le capital humain afin de mieux répondre aux besoins du marché du travail tout en réduisant de façon significative les inégalités. -

II.1. SECTEUR REEL

Le secteur réel tire avantage de la poursuite de l'exécution du PND 2016-2020 et d'un environnement des affaires incitatif.

II.1.a. Secteur primaire

Dans le secteur primaire, l'agriculture d'exportation connaît une relative atonie en lien avec la baisse des cours de certaines matières premières et la contraction de quelques spéculations. Toutefois, les perspectives pour la fin d'année restent bonnes. Au niveau de l'agriculture vivrière, la production serait bien orientée, au regard de la baisse des prix des produits frais, notamment les tubercules et plantain (-7,2%), les légumes frais (-8,5%) et les fruits (-8,7%).

✓ Evolution contrastée de l'agriculture d'exportation

Au niveau de l'agriculture d'exportation, l'augmentation des productions de café, de coton et de sucre est contrebalancée par le recul de l'anacarde, de la banane, de l'ananas et du cacao.

Au premier semestre 2018, la production de **cacao** affiche un recul de 3,3% pour se situer à 866 303,0 tonnes. Cette baisse fait suite à un niveau de récolte record atteint l'année précédente. Sur cette période, le revenu cumulé perçu par les producteurs est estimé

à 1282,9 milliards avec un prix d'achat bord champ de 700 FCFA.

La production de **café** s'améliore fortement après le repli enregistré en 2017 consécutif aux fortes pluies lors de la floraison des caféiers. Elle tire profit de conditions climatiques favorables et de la reprise végétative des caféiers. Au premier semestre 2018, la production progresse de 323,1% pour se situer à 118 273,0 tonnes contre 27 952,0 tonnes un an plutôt.

La production de **coton graine** s'élève à 278 080,3 tonnes, en accroissement de 27,7%. Cette bonne performance s'explique par l'amélioration des rendements en rapport avec la distribution de semences améliorées, la mise en œuvre du zonage industriel et de meilleures conditions climatiques.

Tableau 4 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

(en tonnes)	6 mois 2017	6 mois 2018	Variation(%)	Prévision de croissance annuelle (%)
Cacao	895 712,0	866 303,0	-3,3	-3,8
Café	27 952,0	118 273,0	323,1	251,3
Anacarde	703 614,2	695 972,6	-1,1	5,5
Coton graine	217 729,8	278 080,3	27,7	39,3
Sucre	106 675,9	111 829,1	4,8	31,0
Ananas	26 124,6	23 486,2	-10,1	-31,8
Banane	211 307,8	203 885,6	-3,5	2,7
Caoutchouc	254 982,3	291 112,8	14,2	-21,8

Source : DGE, OPA, MINADER

La production d'**anacarde** ressort à 695 972,6 tonnes à fin juin 2018, en baisse de 1,1%. La filière est confrontée à des difficultés de commercialisation consécutives à la chute des prix internationaux qui a induit la non-exécution des contrats par les importateurs vietnamiens. Ces derniers estimant le prix minimum garanti bord champ fixé à 500 FCFA pour la présente campagne élevé. Cependant, le repli moindre que celui enregistré à fin mars 2018

(-21,1%) dénote d'une reprise progressive de la commercialisation attribuable à la décision prise par le Gouvernement de réduire le DUS anacarde de 10% à 3,5%, soit 20 FCFA/Kg pour compenser partiellement la forte baisse du prix CAF de l'anacarde.

Ainsi, en dépit de la baisse observée à fin juin, les perspectives de la production d'anacarde de l'année 2018 sont orientées à la hausse, en lien avec la poursuite du redressement de la commercialisation. La production annuelle est attendue à 750 000 tonnes en augmentation de 5,5% par rapport à la réalisation de 2017.

Le taux de transformation locale de l'anacarde qui se situe à 6,2% au premier semestre 2018 devrait s'améliorer progressivement, en vue d'assurer la viabilité de la filière et des prix rémunérateurs aux paysans. A ce titre, la filière anacarde bénéficie d'un financement de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) du Groupe Banque Mondiale, à hauteur de 200 millions de dollars EU, soit environ 107 milliards de FCFA pour promouvoir la Compétitivité de la Chaîne de Valeur de l'Anacarde.

Cette évolution est confirmée par l'analyse en campagne qui fait ressortir, pour la campagne coton 2017-2018 achevée en mai 2018, un net rebond de la production (+25,8%) et de la productivité comparativement à la campagne précédente. En effet, la production de coton graine pour cette campagne a atteint 412 646 tonnes avec un rendement de 1 261 kg/ha, contre une production de 328 090 tonnes et un rendement de 955 kg/ha pour la campagne 2016-2017. Le niveau satisfaisant du rendement conjugué avec un niveau acceptable des prix internationaux ont permis de reverser aux producteurs un revenu brut de 108 milliards contre 86 milliards

au cours de la campagne précédente, soit une hausse de 25,5%.

Encadré n°2 : La filière anacarde en crise

L'anacarde est une culture de rente qui a connu un développement fulgurant ces dernières années en Côte d'Ivoire. En effet, introduit comme une plante de reboisement au nord de la Côte d'Ivoire, l'anacardier s'est progressivement imposé comme une alternative au coton cultivé traditionnellement dans ces régions pour devenir aujourd'hui la seconde plus importante spéculation en volume dans l'agriculture nationale d'exportation, après le cacao. Sa production est passée de 185 000 tonnes en 2004 à 711 000 tonnes en 2017, soit un taux de croissance annuel moyen d'environ 11%. La Côte d'Ivoire est devenue en 2015 le premier producteur mondial avec environ 25% de la production mondiale et a conforté sa position de premier exportateur mondial de noix de cajou d'anacarde, avec selon l'année environ 40% de l'offre mondiale. La filière anacarde est une source de revenu direct pour 525 000 producteurs avec de prix bord champ, qui comparativement aux niveaux d'il y a 10 ans, ont été multipliés par 5 à 6 ces dernières années avec la mise en œuvre de la réforme de la filière en 2014.

Cependant, depuis le début de la campagne 2018, la filière anacarde connaît des difficultés de commercialisation induisant une accumulation de stocks. Ces derniers s'établissaient à 163 808,9 tonnes au premier semestre 2018 contre 51 823,4 tonnes en 2017, soit une hausse de 216,1%. Ces difficultés sont imputables à la baisse des prix internationaux. En effet, depuis le mois de mars, les prix des noix de cajou sur le marché international ont perdu plus de la 35% de leur valeur, incitant les importateurs vietnamiens à dénoncer des contrats d'approvisionnement conclus en février auprès de producteurs et exportateurs ivoiriens. Les prix subissent l'effet conjugué d'un repli de la demande et d'une offre plus importante de noix de cajou ainsi que d'une baisse de prix des amandes de cajou.

Au niveau de la demande, une baisse est observée au niveau des principaux marchés de l'amande aux Etats-Unis, en Europe et en Arabie saoudite, induisant une réduction des prix. Les entreprises vietnamiennes, principales fournisseuses de ces marchés, n'arrivent donc plus à honorer le prix minimum garanti fixé à 500 FCFA aux producteurs par l'Etat ivoirien.

Au niveau de l'offre, il est enregistré un accroissement des volumes tant en Côte d'Ivoire que dans les principaux pays producteurs d'Asie et d'Afrique.

En vertu de la loi de King en vigueur au niveau de la plupart des marchés des matières premières, l'excès de l'offre produit des variations de prix beaucoup plus importantes que les variations de volumes constatés. Il a découlé des évolutions de l'offre et de la demande de noix de cajou, une importante contraction des prix de l'anacarde. En effet, après avoir offert des prix bord champ atteignant 900 FCFA par kilogramme dans certaines localités de la Côte d'Ivoire en 2017, les opérateurs peinent aujourd'hui à offrir le prix minimum officiel de 500 FCFA. De ce fait, des stocks sont encore disponibles aussi bien dans les entrepôts portuaires qu'au niveau des producteurs à ce stade de la campagne de commercialisation. Dans ce contexte, le Gouvernement a décidé de réduire le DUS anacarde de 10% à 3,5%, soit 20 FCFA/Kg. pour compenser partiellement la forte baisse du prix CAF de l'anacarde et stimuler les exportations.

La crise que connaît la filière anacarde à tout l'air d'une crise structurelle. Dans ce contexte, afin de limiter sa dépendance vis-à-vis des importateurs asiatiques, la Côte d'Ivoire œuvre à l'accroissement de son taux de transformation locale qui demeure encore faible (6,62% en 2017) et au développement de capacités de stockage de la noix de cajou.

L'appui financier, à hauteur de 200 millions de dollars EU, soit environ 107 milliards de FCFA, octroyé par la Banque Mondiale devrait permettre de promouvoir la Compétitivité de la Chaîne de Valeur de l'Anacarde. En outre, le Conseil du Coton et de l'Anacarde met en œuvre des mesures incitatives complémentaires au code des investissements pour promouvoir la transformation locale à savoir, la subvention à la transformation, le mécanisme de facilitation de l'accès à la matière première ainsi que l'exonération des taxes sur l'exportation des amandes.

Au niveau de la **filière sucrière**, la production s'affiche à 111 829,1 tonnes en hausse de 4,8%. La croissance est portée par l'extension des surfaces cultivées, l'accroissement des rendements et l'amélioration du taux d'extraction du sucre des usines. Cependant, le rythme de progression est bien en deçà de la prévision de croissance annuelle de +31,0% en 2018. La nouvelle campagne débutant au mois d'octobre 2018 devrait permettre une accélération de l'accroissement de la production, en relation avec l'exécution des investissements prévus pour porter la production nationale à 300 000 tonnes à l'horizon 2023.

De façon structurelle ces dernières années, la production de sucre est en deçà des besoins locaux. La campagne sucrière 2017-2018 qui a pris fin en mai 2018 a été marquée par un déficit de la production par rapport aux besoins de consommation estimé à 40%. Par conséquent, le Gouvernement a autorisé temporairement l'importation de sucre.

Dans le cadre du renforcement de son activité, la filière bénéficie de l'appui de l'UE à travers la mise en œuvre du Projet d'appui à l'amélioration de la gestion environnementale et de la production de canne villageoise sur les complexes sucriers. Ce projet vise à promouvoir la viabilité du secteur sucre ainsi que sa bonne gestion environnementale et sociale. Il devrait plus spécifiquement contribuer à l'augmentation des capacités de production de canne villageoise sur les complexes sucriers avec l'aménagement de 772 ha de parcelles et la formation de 413 nouveaux planteurs.

La production de **caoutchouc** s'améliore de 14,2% pour se situer à 291 112,8 tonnes. Cette hausse de la production fait suite à l'entrée en production de milliers d'hectares de plantations créées dans la cadre des actions de promotion du Fonds de Développement Hévéa (FDH) auxquelles s'ajoutent les

actions du Projet d'Appui au Secteur Agricole (PSAC) de la Banque Mondiale.

La production de la **banane dessert** s'établit à 203 885,6 tonnes, en recul de 3,5%. En dépit de cette baisse qui pourrait s'expliquer par des conditions climatiques défavorables, la Côte d'Ivoire demeure le premier pays producteur de banane en Afrique. Par ailleurs, la filière bénéficie du programme « Mesures d'Appui à la Banane » (MAB) financé par l'UE. L'objectif de ce programme est de contribuer à la stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté par le maintien d'une filière d'exportation de banane ivoirienne compétitive, dans le contexte de diminution des droits d'entrée aux bananes non ACP sur le marché de l'UE. Spécifiquement, ce programme vise à améliorer la rentabilité et la compétitivité des plantations de bananes ivoiriennes sur le marché mondial, et à répondre aux normes imposées par le marché international et la grande distribution européenne.

La production d'**ananas** se situe à 23 486,2 tonnes et se tasse à 10,1% par rapport à la période correspondante de 2017. La filière subit, au niveau du marché européen, la concurrence de plus en plus forte des fruits d'origine latino-américaine. Le développement d'une nouvelle variété (le H4) aux meilleures qualités gustatives et une commercialisation accrue sur le marché sous régional pourraient augurer de meilleures perspectives pour la filière.

✓ *Progression continue de l'agriculture vivrière*

L'agriculture vivrière devrait se maintenir en hausse en 2018, portée à la fois par les tubercules, les céréales et les autres cultures vivrières. Cependant, la croissance serait moindre que prévue initialement, en raison de la révision à la baisse des prévisions de production du manioc et du riz paddy.

En effet, au niveau des tubercules, la prévision de croissance de la production du manioc est révisée à +4,5% contre +17,0% initialement. Les autres tubercules devraient maintenir leur croissance initialement prévue, soit la banane plantain (+3,9%), l'igname (+3,4%), le taro (+2,7%) et la patate douce (+2,8%).

Au niveau des céréales, la progression du riz paddy serait de 7,1%, en deçà de la prévision initiale (+13,4%) tandis que les projections du maïs (+2,9%), du mil (+3,7%), et du sorgho (+3,6%) restent inchangées.

La filière rizicole est affectée en 2018 par la transition en cours de l'ONDR à l'ADERIZ et par des contraintes de réorganisation budgétaire du fait du changement de statut. Toutefois, malgré la révision à la baisse de la prévision de croissance de la production de riz, le taux de couverture des besoins par la production nationale s'améliore, passant à 83% en 2018 contre 79% en 2017.

Les perspectives pour la filière riz demeurent reluisantes, grâce notamment à la Stratégie Nationale de Développement de la Riziculture (SNDR). Cette stratégie prévoit notamment la construction d'infrastructures de maîtrise de l'eau, des appuis aux producteurs aussi bien en intrants qu'en mécanisation et la mise en place de 30 unités industrielles de transformation de riz paddy dont 12 sont déjà montées et fonctionnelles, et les 18 autres sont en cours de construction pour être livrées au plus tard le 31 décembre 2018.

Les autres cultures vivrières conserveraient leurs prévisions de croissance, portées par les hausses de production de l'arachide (+3,7%), de l'aubergine (+1,2%), du gombo (+11,5%) et de la tomate (+11,5%).

Au total, les perspectives dans le secteur primaire sont positives mais en deçà de l'objectif initial. Le

secteur bénéficie des mesures incitatives initiées par les autorités ivoiriennes, des conditions climatiques favorables et de la distribution de semences améliorées.

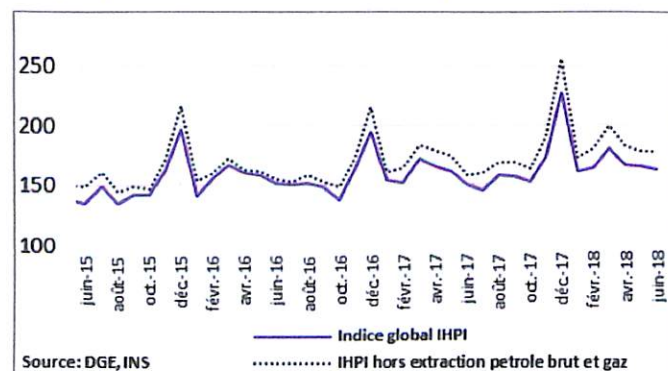
II.1.b. Secteur secondaire

Le secteur secondaire consolide ses performances réalisées en début d'année, affichant des augmentations de 4,1% et 17,9% respectivement de l'activité industrielle et des BTP. Dans ce contexte, en vue de répondre à la forte demande de terrains industriels, le Gouvernement poursuit les travaux d'aménagement de nouvelles zones industrielles autant à Abidjan qu'à l'intérieur du pays. Ainsi, dans la ville d'Abidjan, une superficie de 62 ha a déjà été aménagée sur un total de 940 ha prévus à la zone industrielle de PK24, avec 95 lots attribués.

✓ Activité industrielle en hausse

Au terme des six premiers mois de l'année 2018, l'activité industrielle progresse de 4,1% du fait de la bonne tenue des industries manufacturières (+7,2%), en dépit de la hausse modérée des activités de la branche « électricité, gaz et eau » (+0,8%) du recul de l'activité extractive (-12,3%). Hors extraction, l'activité industrielle croît de 6,6%.

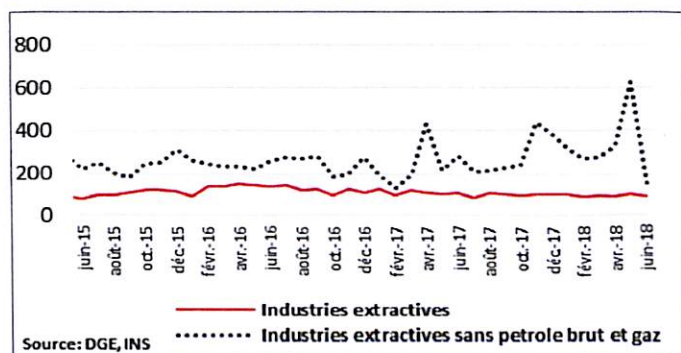
Graphique 2 : Indice harmonisé de la production industrielle



o Extraction minière en hausse

L'activité des industries extractives enregistre une baisse de 12,3% provenant du recul de la sous-branche « extraction de pétrole brut et de gaz naturel ; activité annexe » (-14,2%), malgré la hausse des « autres activités extractives » (+35,1%).

Graphique 3 : Indice de production des industries extractives



La sous branche « extraction de pétrole brut et de gaz naturel » subit la déplétion de certains puits pétroliers et la baisse de la demande de gaz naturel qui limite la production.

La production de **pétrole brut** se contracte de 14,4% pour s'établir à 5 585,4 milliers de barils à fin juin 2018. Cette évolution provient du recul observé au niveau de la plupart des permis notamment des permis CI-40 (-18,8%), CI-27 (-39,3%) et CI-11 (-49,5%). Quant au permis CI-26, il croît de 8,1%.

La **production gazière** ressort quant à elle, en recul de 7,9% pour se situer à 1 114,3 millions de mètres cubes. Cette baisse est imputable à un repli de la demande en lien avec la contraction continue de la production d'électricité de source thermique en raison de l'effet conjugué de la hausse de la production hydroélectrique (+50,1%) ainsi que de la baisse de la consommation intérieure (-5,3%) et des exportations (-18,3%).

Quant aux « **autres activités extractives** », elles bénéficient de la hausse de l'extraction diamant et de gravier.

En effet, les ventes de gravier sont en accroissement de 54,5% comparativement au premier semestre 2017, en relation avec le dynamisme des BTP.

S'agissant du **diamant**, la production croît de 111,0% comparée à son niveau de 2017, et se fixe à 3 644,3 carats. Cette embellie est soutenue par les travaux de recherches menés les années précédentes et par l'utilisation de nouvelles technologies de pointe pour l'extraction.

La production **aurifère** augmente de 3,1% pour s'établir à 12 724,8 kg. Cette performance est attribuable à l'accroissement de l'exploitation des mines d'Ity et de Tongon, ainsi que l'entrée en production en février 2018 de la mine d'or de Sissingué, sixième mine d'or en exploitation. En dépit de cette évolution favorable, la filière est confrontée à des arrêts de travail au niveau de la mine de Tongon, du fait des revendications sociales des salariés.

L'activité de production de **manganèse** progresse également de 107,3% avec une production de 405 141,3 tonnes contre 195 452,1 tonnes à fin juin 2017. Cette hausse de production est en relation avec l'ouverture de la mine de Lagnonkaha et l'accroissement des cours internationaux du manganèse.

o Croissance des industries manufacturières

Le **secteur manufacturier** ressort en hausse de 7,2%, tiré par les activités des « industries agroalimentaires et tabac » (+17,5%), des « industries métalliques » (+23,0%), des « industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction » (+4,5%), des « industries du papier, carton et édition, imprimeries » (+6,7%), de la « fabrication de

machines et matériel de tous types » (+34,8%) ainsi que des « industries textiles et cuir » (+2,7%). Par contre, les « industries du bois et meubles » se contractent de 7,8%.

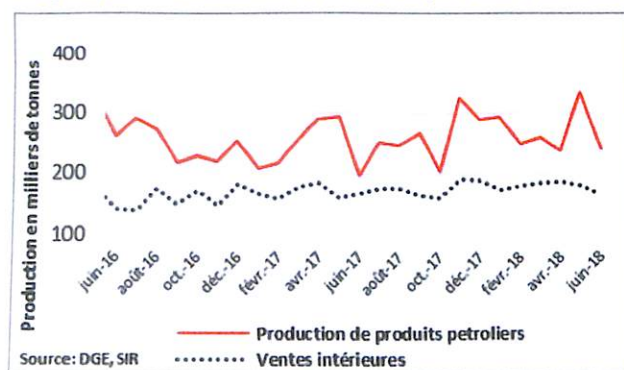
La production des « industries agroalimentaires et tabac » s'améliore sous l'effet conjugué de la « fabrication de produits alimentaires et boissons » (+17,7%) et de la « fabrication de produits à base de tabac » (+12,3%).

Les « industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction » bénéficient de la vigueur des activités de construction.

La hausse de 23,0% des « industries métalliques » provient de la sous-branche « fabrication d'ouvrages en métaux ; travail des métaux » (+42,4%).

Les « industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques » progressent de 6,8% grâce au dynamisme de leurs sous branches notamment, la « fabrication de produits chimiques » (+9,7%) et le « raffinage pétrolier, cokéfaction, industries nucléaires » (+11,8%) ainsi que la « fabrication de produits en caoutchouc ou en matières plastiques » (+0,8%).

Graphique 4 : Production et vente de produits pétroliers



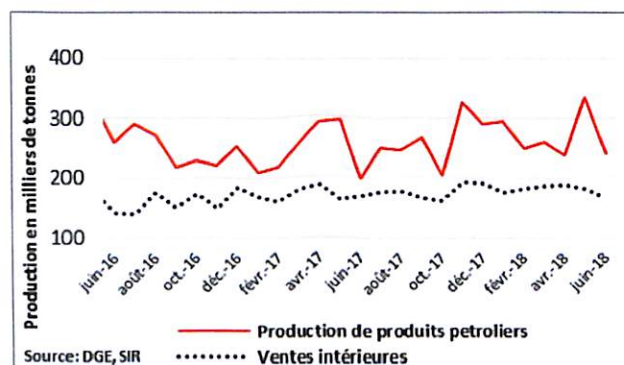
Au premier semestre 2018, la production des **produits pétroliers** s'accroît de 10,0% pour atteindre 1 620 798 tonnes, soutenue aussi bien par

la consommation intérieure (+5,0%) que par les ventes à l'extérieur (+7,0%). La progression de la production provient de l'essence (+13,5%) et du gasoil (+1,2%) qui dénote de l'évolution favorable du transport routier. Toutefois, ces hausses sont atténuées par le repli du fuel-oil (-27,2%) et du DDO (-5,6%).

L'activité de la branche « fabrication de machines et matériels de tous types » augmente de 34,8%, grâce à la croissance observée au niveau des sous branches « fabrication de machines et de matériels électriques » (+29,2%).

En ce qui concerne la branche « industries du bois et meubles », elle enregistre une baisse de 7,8% de sa production, impactée par la contreperformance des sous branches « travail du bois et fabrication d'articles en bois ou de vannerie » (-0,7%) et « fabrication de meubles ; activités de fabrication non classées ailleurs » (-8,7%).

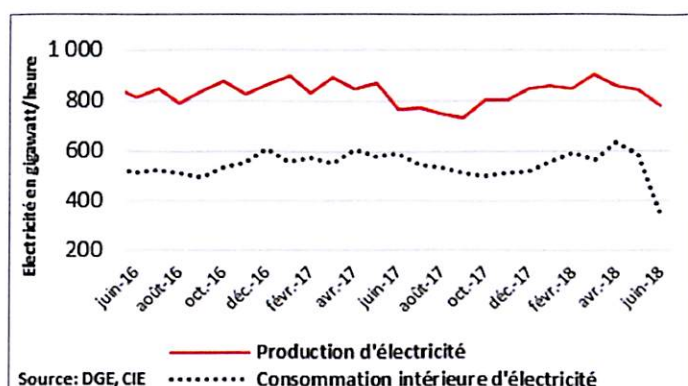
Graphique 5 : Indice de production du secteur manufacturier



o Croissance modeste de la production d'énergies et eau

L'indice de la production de la branche « électricité, gaz et eau » affiche une hausse modérée de 0,8% sous l'effet conjugué de la légère contraction de 0,1% de la « production et distribution d'électricité » et de la hausse de 3,3% du « captage, traitement et distribution d'eau ».

Graphique 6 : Production et consommation d'électricité



Suivant la même tendance, la production nette d'électricité ressort en quasi-stabilité (-0,1%) au terme du premier semestre de l'année 2018 et s'établit à 5 094,2 GWh. Cette évolution résulte de la baisse de la production de source thermique (-8,2%) et de l'embellie de celle de source hydraulique (+50,2%).

L'hydroélectricité bénéficie principalement de la pleine exploitation du barrage de Soubré mis en service dans le courant de l'année 2017.

Quant à la production d'électricité de source thermique, elle est impactée par la hausse de la production hydroélectrique combinée à la baisse de la demande totale d'électricité (-7,4%), en raison du repli des ventes extérieures (-18,2%) et de la demande intérieure. La baisse des exportations d'électricité est consécutive à l'arrêt des importations du Ghana et du Togo. En ce qui concerne la demande intérieure, elle subit le repli de la consommation de basse tension (-13,1%) du fait des niveaux de température relativement bas que le pays connaît cette année et qui réduit l'utilisation de la climatisation. Par contre, la consommation de moyenne tension croît de 4,3%, dénotant du dynamisme de l'activité industrielle.

✓ BTP

Au premier semestre 2018, l'indicateur avancé du BTP enregistre une augmentation de 17,9% par rapport à la période correspondante de 2017. Cette évolution est le fait de l'accélération des investissements publics marqués notamment par les réalisations de nouvelles infrastructures. Elle est soutenue par la consommation de béton (+6,3%), de graviers (+54,5%) et de « bitume » (+168,3%). En revanche, les ventes de « tôles et bacs » (-18,0%), de « ciment » (-1,0%), de « sable » (-58,0%), ainsi que de « câbles et fils électriques » (-2,4%) se contractent.

II.1.c. Secteur tertiaire

A fin juin 2018, le secteur tertiaire enregistre une évolution favorable de l'ensemble de ses composantes.

✓ Commerce de détail orienté à la hausse

L'Indice du Chiffre d'Affaires du commerce de détails (ICA) progresse de 8,6% en termes nominaux et de 8,1% en termes réels. Cette évolution est attribuable à l'ensemble des branches, exception faite de la branche « produits de l'alimentation » dont les ventes chutent de 4,9%.

Dans la branche « véhicules automobiles, motos et pièces détachées », les ventes se sont accrues de 19,1% en relation notamment avec le regain des ventes de véhicules neufs (+31%) qui confirme la bonne santé de l'économie ivoirienne et la hausse des revenus.

Les ventes de « produits pétroliers » ont, quant à elles, augmenté de 16,6% du fait de l'effet combiné du renchérissement des prix à la pompe et de l'augmentation des volumes consommés des carburants gasoil et super (+13,1%).

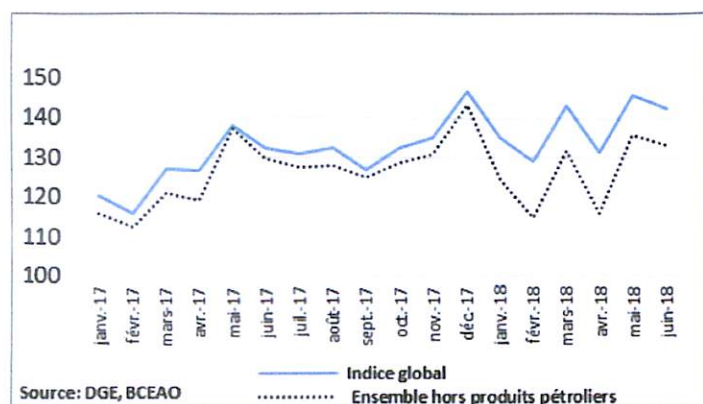
La branche « produits pharmaceutiques et cosmétiques » enregistre un accroissement de 8,9% de ses ventes, porté par une embellie dans tous les rayons, du fait des promotions sur de nouvelles gammes de produits cosmétiques.

Dans la branche « produits divers », les affaires s'améliorent de 7,7% grâce à la bonne tenue des activités dans tous les rayons, notamment les articles de la téléphonie mobile, l'informatique et les ventes en lignes.

Les ventes d'«articles d'équipement de la personne» croissent de 8,4%, bénéficiant également d'une hausse de la demande.

Du côté des « produits d'équipement de logement », les ventes enregistrent une montée de 6,6%, induite par l'augmentation de la demande au niveau des matériaux de construction, de la quincaillerie et de la peinture, en lien avec l'essor du BTP.

Graphique 7 : Indice du chiffre d'affaires du commerce de détail



✓ Transport

Le transport enregistre une évolution positive de l'ensemble de ses composantes.

o Transport aérien en progression

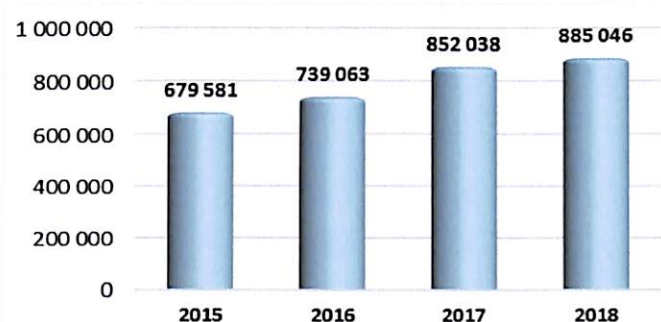
Le trafic aérien continue son expansion en rapport avec le dynamisme de l'activité économique nationale.

Ainsi, au terme du premier semestre 2018, le nombre de passagers commerciaux s'établit à 885 046, soit un accroissement de 3,9% par rapport à la période correspondante de 2017. De même, le transit et le fret aérien enregistrent des hausses respectives de 17,8% et 0,4%. Ce dynamisme provient essentiellement (i) des investissements réalisés au niveau de l'aéroport Félix Houphouët Boigny (FHB) d'Abidjan, (ii) du développement de la compagnie nationale Air Côte d'Ivoire, (iii) de l'ouverture de nouvelles lignes (ligne directe Abidjan-USA) et (iv) de la réhabilitation des aéroports et aérodromes de l'intérieur.

En effet, après la certification TSA obtenue par l'aéroport FHB grâce aux nombreux investissements réalisés, une ligne directe vers les USA est ouverte depuis le 13 Mai 2018. De plus, la compagnie Air Côte d'Ivoire a acquis depuis novembre 2017, son second Airbus A320, après celui livré en juillet de la même année suite à une commande de cinq appareils dans le cadre du renouvellement de sa flotte. Enfin, la réouverture depuis mars 2018 de l'aéroport de San Pedro fermé pour travaux, a permis de booster le trafic national qui avait affiché des baisses de 32,6% et 29,7% respectivement en janvier 2018 et au premier trimestre 2018. Ainsi, au terme du premier semestre 2018, cette forte baisse du trafic national s'est atténuée pour ressortir en régression de 6,7%.

L'embellie du secteur aérien se ressent également au niveau du trafic vers l'Europe qui s'accroît de 13,3% dont 5,9% vers la France. Le trafic vers la CEDEAO enregistre une légère hausse de 0,2% quand celui vers le reste de l'Afrique recule de 0,3%. Enfin, le trafic vers le reste du monde progresse également de 3,5%.

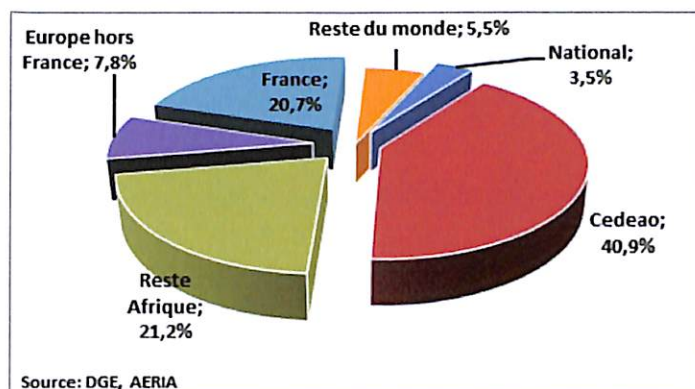
Graphique 8 : Evolution du nombre de passagers commerciaux du transport aérien à fin juin



Source: DGE, AERIA

Concernant sa structure, le trafic aérien reste dominé par les destinations CEDEAO (40,9%) et Europe (28,5%) dont la France (20,7%).

Graphique 9 : Répartition du nombre de passagers au départ d'Abidjan par destination



Source: DGE, AERIA

Les principales compagnies du trafic aérien en termes de passagers transportés sont AIR COTE D'IVOIRE (362 143 passagers ; 40,9%) et Air France (136 954 passagers ; 15,5%).

o Consolidation des transports maritime et ferroviaire

Le transport maritime s'inscrit dans une bonne dynamique au terme du premier semestre 2018. En effet, le volume du trafic global de marchandises enregistre une hausse de 4,1%, du fait des effets

combinés d'une hausse au niveau du Port d'Abidjan et d'une baisse au niveau du Port de San Pedro.

Au niveau du Port d'Abidjan, le trafic global de marchandises augmente de 6,1% pour ressortir à 11 900 442 tonnes. Cette progression est essentiellement attribuable aux travaux de modernisation et d'extension du Port. En effet, de nombreux investissements visant sa décongestion et l'amélioration de sa compétitivité sont en cours. Il s'agit notamment de (i) l'élargissement et l'approfondissement du canal de Vridi, (ii) la construction d'un second terminal à conteneur, (iii) la construction d'un terminal céréalier et (iv) la construction d'un terminal roulier (RORO), dont un quai a été livré en mars 2018. Par ailleurs, la fin des travaux de réhabilitation de la voirie a permis le désengorgement de la zone portuaire.

Ainsi, les performances enregistrées au niveau du Port d'Abidjan se ressentent principalement au niveau du trafic national qui s'accroît de 14,6%. A contrario, les activités de transbordement et de transit, régressent respectivement de 62,7% et 21,6%.

Concernant le trafic national, il est porté par l'ensemble de ses composantes, notamment les marchandises générales et les produits pétroliers représentant respectivement 31,2% et 66,0% du trafic national et qui enregistrent des hausses respectives de 13,6% et 16,8%.

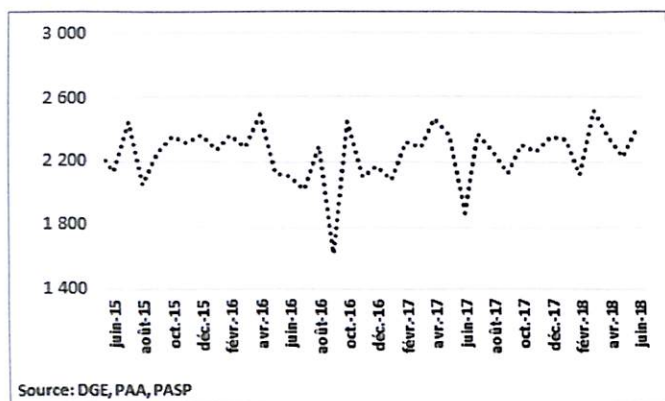
S'agissant des activités de transbordement, elles sont impactées par la forte concurrence des ports voisins.

Quant aux activités de transit, elles subissent la contraction des échanges avec certains pays de l'hinterland, notamment le Burkina Faso (-5,0%) et le Mali (-37,9%).

En ce qui concerne, le Port de San Pedro, le trafic global de marchandises s'élève à 2 065 094 tonnes au

terme du premier semestre 2018, soit un retrait de 5,6% par rapport à la période correspondante de 2017. Ce recul est induit par le transbordement (-31,3%) tandis que le trafic national hors transbordement affiche une progression de 5,0%.

Graphique 10 : Evolution du trafic global de marchandises



o Croissance du transport terrestre

Au niveau du transport terrestre, au vu de l'évolution de l'indicateur avancé qu'est la consommation des carburants gasoil et super (+13,1%), le trafic routier serait en accroissement en lien avec le dynamisme de l'activité économique. Cette performance est attribuable à l'amélioration de la fluidité routière, suite aux nombreux travaux de réhabilitation du réseau routier.

o Evolution favorable du transport ferroviaire

A l'instar des autres branches du transport, le transport ferroviaire continue sa progression amorcée depuis le début de l'année. En effet, au terme du premier semestre 2018, le volume total du trafic de marchandises s'élève à 495 180 tonnes, soit une progression de 19,5% par rapport à la période correspondante de 2017, en lien avec l'amélioration des échanges entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. Cette dynamique est portée essentiellement

par les exportations de marchandises vers le Burkina Faso, qui enregistrent une croissance de 17,0%. Aussi, il est enregistré une hausse du trafic national dont le volume d'activité a quintuplé. Toutefois, les importations accusent un repli de 8,1%.

Au total, l'orientation favorable des activités ferroviaires pourraient s'expliquer par le dynamisme observé au niveau du Port d'Abidjan. Par ailleurs, les travaux de réhabilitation et de modernisation du chemin de fer Abidjan-Ouagadougou et les travaux de réalisation de la ligne du métro d'Abidjan laissent entrevoir des perspectives encore meilleures pour ce secteur.

✓ Hausse du volume d'activités des TIC

Le secteur des Télécommunications, est marqué par une légère baisse du chiffre d'affaires, malgré l'augmentation du volume des appels et du nombre d'abonnements.

En effet, au terme du premier semestre 2018, le chiffre d'affaire global s'élève à 510,3 milliards contre 513,7 milliards, en repli de 0,7%, imputable à la fois à la téléphonie mobile (-0,3%) et à la téléphonie fixe (-11,8%) malgré un bond de 19% du chiffre d'affaires de l'internet fixe. Cette baisse du chiffre d'affaires global est imputable au recul des prix, tandis que le volume d'activité du secteur suit une tendance haussière, en relation avec les offres promotionnelles.

En effet, dans la téléphonie mobile représentant 89% du chiffre d'affaires du secteur, le volume de trafic voix intra réseau et vers les autres réseaux nationaux progressent respectivement de 5,7% et 97,8% par rapport au premier semestre de 2017. Par contre, les prix moyens constatés (en FCFA/Min) des communications on-net et off-net sont respectivement de 11,60 et 23,35 contre 16,89 et 74,06.⁵

⁵ <http://www.artci.ci/index.php/indices-tarifaires/Indices-tarifaires-et-concurrence/suivi-tarifaire.html>

La bonne dynamique en volume est confirmée par la hausse du nombre d'abonnements, porté aussi bien par la téléphonie mobile (+10,0%), la téléphonie fixe (+1,4%) et le mobile money (+43,1%). Cette évolution du nombre d'abonnement témoigne de la bonne santé de ce secteur et des efforts des compagnies de téléphonie pour améliorer la couverture du réseau nationale.

Le service mobile money poursuit également son essor, avec un chiffre d'affaires représentant en accroissement de 25,9%. Cette croissance dénote du dynamisme du marché ivoirien des télécommunications qui devrait aller en s'améliorant, au regard des investissements réalisés. En effet, 86 milliards d'investissements ont été réalisés au premier semestre 2018 pour une prévision annuelle de 211,9 milliards et après 192 milliards investis en 2017.

II.1.d. Prix à la consommation

✓ *Stabilité des prix à la consommation*

L'indice harmonisé des prix à la consommation reste quasiment stable sur la période sous revue. Cette situation est la conséquence des évolutions différenciées des prix des produits non alimentaires (+0,5%) et de ceux des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-1,4%). Les efforts du Gouvernement à lutter contre la vie chère contribuent au fléchissement des prix des produits alimentaires.

✓ *Baisse des prix des denrées alimentaires*

Les prix des denrées alimentaires enregistrent une baisse (-1,4%), résultant du recul modéré des prix des viandes (-0,3%), des produits laitiers et œufs (-0,5%), ainsi que de la baisse notable des prix des huiles et graisses (-5,1%), des fruits (-8,7%), des légumes frais (-8,5%), des tubercules et plantains

(-7,2%). Ces produits alimentaires continuent de bénéficier de la politique d'encadrement des prix initiée par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la vie chère.

A l'inverse, les prix des poissons et des céréales non transformées connaissent des hausses respectives de 2,9% et 1,0%.

✓ *Retrait des prix des produits énergétiques*

L'indice des prix des produits énergétiques baisse de 7,5%, découlant de la contraction des prix des produits de sa composante « électricité, gaz et autres combustibles » de 9,7%. Par ailleurs, le repli des prix des produits énergétiques sur le marché contribue à alimenter cette baisse.

✓ *Repli des prix des produits manufacturés*

L'indice des produits secondaires s'affiche en repli de 0,8%. Cette baisse est expliquée par le recul des prix des produits notamment les « produits, appareils et matériels médicaux » (-1,1%), les « boissons alcoolisées » (-0,4%), les « boissons non alcoolisées » (-2,9%), les « meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements » (-4,5%), les « articles de ménage en textiles » (-1,0%), la « verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage » (-2,0%) et les « appareils ménagers » (-3,5%). En revanche, les prix des « articles d'habillement » (+0,9%), des « outillages et autres matériel pour la maison et le jardin » (+0,7%) et des « biens et services liés à l'entretien courant du foyer » (+2,0%) renchérissent.

✓ *Hausse modérée des prix des services*

Les prix des services augmentent légèrement de 0,1% portés par le relèvement des prix des branches « transports » (+0,4%) et « restauration et hôtels » (+2,3%). En revanche, ceux des services de « loisirs

et culture » (-0,3%), d' « enseignement » (-0,2%) ainsi que de « biens et services divers » (-0,2%) refluent.

L'augmentation observée des prix de la branche « restaurants et hôtels » est attribuable aux tarifs des « services d'hébergement » (+3,7%) et des « services de restauration » (+0,8%).

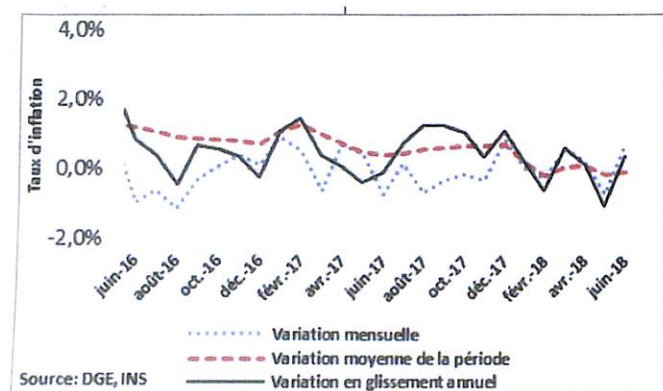
Quant aux tarifs du transport, ils croissent, en lien avec les « dépenses d'utilisation des véhicules » (+4,5%), les « achats de véhicules » (-4,4%) ainsi que les « services de transport » (+2,6%).

Concernant les prix de l'« enseignement », ils diminuent suite aux baisses enregistrées principalement au niveau de l'« enseignement supérieur » (-9,5%) et l'« enseignement post-secondaire » (-0,5%).

Le repli du prix des services « loisirs et culture » procède essentiellement du recul des prix des « services récréatifs et culturels » (-0,1%), en dépit de l'augmentation des autres composants de la fonction.

Par ailleurs, la fonction « biens et services divers », quant à elle, enregistre une diminution de prix imputable aux groupes « soins corporels » (-4,2%), « effets personnels n.c.a. » (-4,0%) et « protection sociale et assurance » (-3,5%).

Graphique 11 : Taux d'inflation



En moyenne annuelle, l'inflation se situe à 0,5%, largement en deçà du maximum de 3,0% de la norme de l'UEMOA.

II.1.e. Emploi moderne

Le nombre total de salariés dans le secteur formel affiche une progression de 7,6% correspondant à une création nette de 70 529 emplois sur un an. Cette bonne tenue du marché de l'emploi dénote d'une évolution favorable de l'économie ivoirienne. Cette croissance est tirée essentiellement par le secteur privé qui demeure le principal pourvoyeur d'emploi avec 83% des emplois créés.

En effet, dans le secteur privé formel, le nombre de salariés s'est accru de 8,1% pour se situer à 780 911, soit une création nette de 58 546 emplois en un an. Ce dynamisme observé provient essentiellement des branches d'activité telles que le commerce (+22,9% ; +13 412 emplois nets), le secteur agricole (+13,2% ; +7 727 emplois nets), les industries manufacturières (+12,5% ; +7 342 emplois nets), le BTP (+ 10,9% ; +6 395 emplois nets), l'enseignement privé (+5,0% ; +2 922 emplois nets), l'agro-industrie (+4,5% ; +2 651 emplois nets).

Le secteur public continue d'apporter sa contribution à la création d'emplois à travers l'organisation régulière de concours administratifs qui permettent de recruter de nouveaux fonctionnaires. Ainsi, le nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat s'accroît de 5,8%, ce qui correspond à une création nette de 11 983 emplois. Hormis les militaires, le secteur public comporte 217 411 fonctionnaires et agents de l'Etat.

Au total, le secteur formel moderne comptabilise 998 322 salariés hormis les militaires.

La question de l'emploi reste une préoccupation

majeure pour le Gouvernement, même si les résultats de la première phase de l'Enquête Nationale sur la Situation de l'Emploi et le Secteur Informel (ENSESI - 2016) révèlent un taux de chômage de 2,8%. En effet, l'indicateur composite sur la sous-utilisation de la main d'œuvre intégrant les chômeurs, les personnes en situation de sous-emploi lié à la durée du travail et la main d'œuvre potentielle est estimé à 27,8% en 2016

Ainsi, le Gouvernement dans la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Emploi 2016-2020 a initié des projets tels que l'application "Carte Emploi" et l'étude sur les bassins d'emploi. La "Carte Emploi" est une application web qui devrait permettre de retracer toutes les actions en cours sur le territoire dans le domaine de l'emploi. Elle a pour objectif de faire un diagnostic de l'offre et de la demande d'emploi, de suivre l'évolution du marché de l'emploi et de formuler des hypothèses sur les éventuels déséquilibres afin d'améliorer l'offre d'emploi. L'étude bassin-emploi dont la première phase a concerné les localités de Jacqueville, Bouaké Korhogo et Ferkessédougou a révélé plusieurs opportunités d'emploi dans ces communes.

II.2. FINANCES PUBLIQUES

A fin juin 2018, la situation des finances publiques est marquée par une plus-value des recettes totales et dons et par une sous consommation des dépenses totales et prêts nets par rapport aux objectifs.

II.2.a. Recettes totales et dons

Le niveau de recouvrement des recettes totales et dons a atteint 2 416,2 milliards pour un objectif attendu de 2 388,4 milliards, dégageant ainsi une plus-value de 27,8 milliards en liaison avec l'amélioration de la mobilisation des recettes

de 65,6 milliards pour s'afficher à 2 283,3 milliards. Par rapport à fin juin 2017, les recettes totales et dons enregistrent une plus-value de 76,0 milliards qui se décompose comme suit : 61,8 milliards de recettes fiscales, 5,3 milliards de recettes non fiscales et 8,9 milliards de dons.

Amélioration de la mobilisation des recettes fiscales

Les recettes fiscales y compris les recettes affectées et parafiscales ont été recouvrées à hauteur de 1962,7 milliards contre un objectif de 1959,6 milliards soit une plus-value de 3,1 milliards. Cette situation est attribuable principalement au bon niveau de recouvrement des recettes fiscales intérieures. L'analyse par type d'impôt permet de mettre en évidence quelques éléments explicatifs.

✓ *Au niveau de la fiscalité intérieure*

Les recettes fiscales intérieures (hors recettes affectées) ressortent à 999,7 milliards au premier semestre 2018 contre un objectif de 953,5 milliards soit une plus-value de 46,2 milliards. Par nature d'impôts, le détail se présente comme suit :

- les impôts sur les bénéfices ont atteint 264,6 milliards contre un objectif de 245,0 milliards soit une plus-value de 19,7 milliards. La performance de ces impôts est attribuable à l'impôt BIC pétrole (+21,5 milliards). Initialement programmé pour le dernier trimestre de l'année, cet impôt a été perçu par anticipation à hauteur de 26,9 milliards;

- les impôts sur les revenus des capitaux mobiliers s'affichent à 41,4 milliards avec un objectif de 22,1 milliards, soit une plus-value de 19,3 milliards due essentiellement au paiement plutôt que prévu par certaines entreprises des dividendes

initialement attendues en octobre 2018. Il s'agit notamment des entreprises spécialisées dans le crédit automobile (4,0 milliards), de l'exportation de cacao (3 milliards), de l'énergie (1,9 milliard), des banques et établissements financiers (3,8 milliards) ;

- la taxe sur la valeur ajoutée a été recouvrée à hauteur de 211,7 milliards contre une prévision de 207,8 milliards, dégageant une plus-value de 3,9 milliards. Ce résultat s'explique entre autres par le dynamisme de l'activité économique et un niveau de remboursement moins élevé que prévu des crédits de TVA (19,9 milliards contre 23,9 milliards attendus);

- les patentes et licences enregistrent 15,7 milliards contre un objectif de 19,3 milliards, soit une moins-value de 3,6 milliards. Ce gap est dû à un recul observé au niveau du recouvrement de la patente commerce ;

- les droits d'enregistrement café cacao et timbre sont ressortis à 37,4 milliards contre un objectif de 41,5 milliards, soit une moins-value de 4,1 milliards qui s'explique principalement par la contreperformance enregistrée dans la perception des droits d'enregistrement sur l'anacarde.

✓ *Au niveau de la fiscalité de porte :*

L'évolution des recettes douanières est fortement marquée par les contreperformances de l'ensemble de ses composantes. Prévus à 894,7 milliards, les recouvrements sont ressortis à 866,0 milliards, soit une moins-value de 28,7 milliards. Les explications par rubriques sont les suivantes :

- *les taxes sur les marchandises générales* (-8,8 milliards) s'expliquent par un volume défici-

taire de marchandises générales en droit commun par rapport aux prévisions (4,9 millions de tonnes en réalisation contre 5,8 millions de tonnes attendus);

- *les taxes sur les produits pétroliers* (-29,4 milliards) s'expliquent notamment par des niveaux de taxation inférieurs aux prévisions (gasoil : 166,82 francs/litre pour un objectif de 171,19 francs/litre et super carburant : 145,67 francs/litre pour un objectif de 149,67 francs/litre) et par des volumes mis à la consommation du super carburant en deçà de l'objectif (463,4 millions litres contre un objectif de 545,1 millions de litres).

- *les taxes à l'exportation* ont enregistré une plus-value de 9,5 milliards qui s'expliquent, notamment par une hausse des volumes de cacao qui ressortent à 1 112 252 tonnes contre un objectif de 1 046 806 tonnes, et une hausse des volumes de noix de Cajou et de Café.

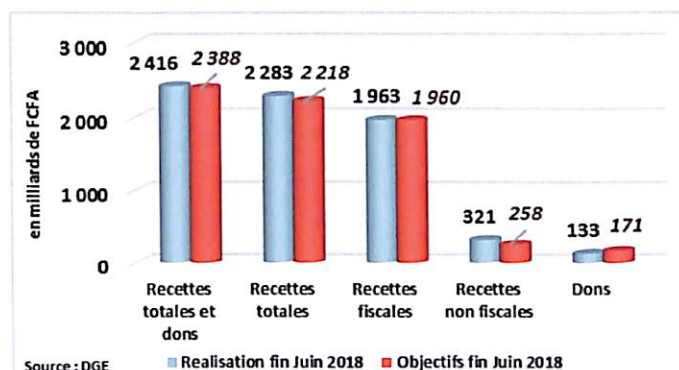
Bonne mobilisation des recettes non fiscales

Les recettes non fiscales sont évaluées à 320,6 milliards contre un objectif de 258,1 milliards, soit un surplus de 62,5 milliards. Cette bonne tenue provient essentiellement des cotisations sociales (+14,5 milliards), des redevances de téléphonie mobile (+38,3 milliards) et des bonus de signature (+5,6 milliards).

Mobilisation des dons en dessous des attentes

Les dons ont été mobilisés à hauteur de 132,9 milliards contre un niveau attendu de 170,7 milliards soit un gap de 37,9 milliards imputable au démarrage tardif de quelques projets financés sur dons.

Graphique 12 : Evolution des recettes et dons par rapport aux objectifs à fin juin 2018



II.2.b. Dépenses totales et prêts nets

A fin juin 2018, les dépenses totales et prêts nets ont été exécutés à hauteur de 2 694,5 milliards pour un niveau attendu de 2 746,8 milliards, dégageant ainsi une économie de 52,3 milliards.

Comparés au premier semestre 2017, les dépenses totales et prêts nets, à fin juin 2018, enregistrent une hausse de 134,0 milliards provenant des dépenses de personnel (+106,3 milliards), des dépenses d'investissement (+50,3 milliards) et des intérêts dus sur la dette publique (+33,0 milliards). Les dépenses de fonctionnement sont, quant à elles, en baisse de 76,2 milliards.

Dans le détail, les évolutions par rapport à l'objectif se présentent comme suit :

Les dépenses de personnel ont été payées à hauteur de 839,7 milliards pour une prévision de 811,9 milliards, soit une hausse de 27,8 milliards en liaison principalement avec les paiements effectués au titre des départs volontaires des militaires à la retraite.

Les Prestations sociales ont été accordées à hauteur de 148,7 milliards, en retrait de 9,6 milliards par rapport à l'objectif.

Les subventions et transferts ont été effectués à hauteur de 176,9 milliards contre un niveau prévisionnel de 170,4 milliards, soit un dépassement de 6,7 milliards résultant principalement de la subvention au secteur électricité non prévue initialement.

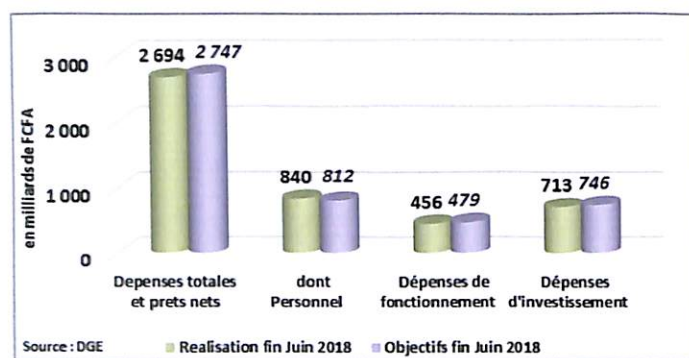
Les dépenses de fonctionnement sont ressorties à 456,4 milliards en baisse de 22,1 milliards par rapport à l'objectif, traduisant la gestion rationnelle des charges de fonctionnement.

Les dépenses de sécurité ont été exécutées à hauteur de 18,3 milliards en hausse de 6,4 milliards par rapport à l'objectif fixé par le programme économique et financier conclu avec le FMI. Ces dépenses couvrent principalement les dépenses effectuées dans le cadre des activités du Conseil National de Sécurité et des élections sénatoriales.

Les dépenses d'investissement sont évaluées à 713,1 milliards, en baisse de 32,8 milliards par rapport à l'objectif. Elles ont été financées à hauteur de 412,0 milliards de ressources internes et 301,0 milliards de ressources extérieures.

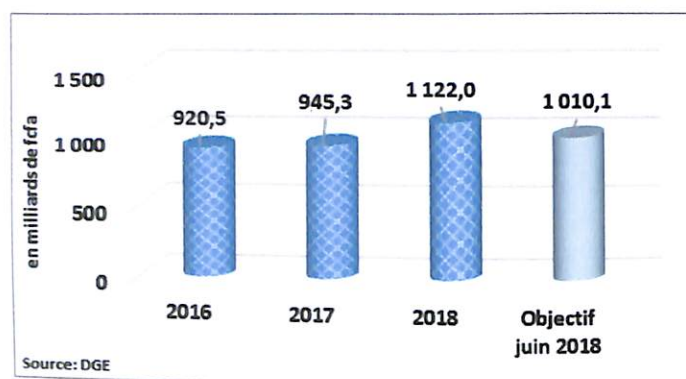
Les intérêts sur la dette ont été payés à hauteur de 224,5 milliards pour une prévision de 228,3 milliards. Ils se décomposent en 106,9 milliards d'intérêts sur la dette intérieure et en 117,6 milliards d'intérêts sur la dette extérieure dont 97,6 milliards d'intérêts sur l'euro bond.

Graphique 13 : Evolution des dépenses par rapport aux objectifs à fin juin 2018



S'agissant des dépenses pro-pauvres, elles s'élèvent à 1 122,0 milliards, largement supérieures à l'objectif de 1 010,1 milliards. Ces dépenses concernent notamment l'agriculture et le développement rural (54,9 milliards), l'éducation (545,8 milliards) et la santé (124,4 milliards).

Graphique 14 : Evolution des dépenses pro-pauvre à fin juin



Il résulte de ces évolutions un **solde primaire de base excédentaire** de 115,2 milliards et un **solde budgétaire global déficitaire** de 278,3 milliards contre des soldes attendus respectivement à +17,5 milliards et -358,3 milliards.

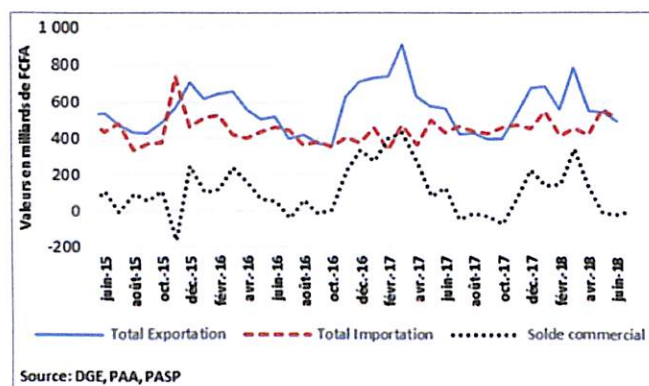
Le déficit budgétaire global a été couvert grâce à un recours aux marchés monétaire et financier pour un montant de 1 202,2 milliards contre un objectif de 1 298,4 milliards (-96,2 milliards) répartis entre les ressources extérieures (1 115,1 milliards d'euro bond) et intérieures (87,1 milliards de Bons de Trésor). Ces divers financements ont contribué

également au remboursement du capital de la dette publique à hauteur de 565,5 milliards contre un amortissement prévisionnel de 577,5 milliards (-12,0 milliards). Ce capital est réparti entre 182,1 milliards de dette extérieure et 383,4 milliards de dette intérieure.

II.3. COMMERCE EXTERIEUR

Les **échanges extérieurs** de marchandises en commerce spécial et hors biens exceptionnels sont caractérisés en valeur par une chute des exportations (-13,1%) et un accroissement des importations de 12,8%. Il en résulte un solde commercial excédentaire de 709,1 milliards, en régression de 55,1% par rapport à l'excédent de juin 2017. Cependant, il convient de relever une détérioration des termes de l'échange de 11,5% résultant d'une baisse des prix à l'exportation (-12,0%) nettement plus accentuée que celle des prix à l'importation (-0,6%).

Graphique 15 : Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur spécial (hors biens exceptionnels)



✓ Exportations

Baisse des ventes de produits primaires et transformés

Les **produits primaires** (en valeur) reculent de 16,2%, en raison de la baisse des produits de l'agriculture industrielle et d'exportation (-19,9%) principalement, du cacao fève (-26,7%), de la noix

cajou (-13,7%) et du caoutchouc (-14,0%).

La baisse du cacao fèves est liée à la contraction aussi bien du volume (-6,5%) que des prix à l'export (-21,6%). La noix de cajou est confrontée à la même situation, avec un repli simultané du volume (-9,2%) et des prix (-5,0%). Quant au caoutchouc, la forte progression du volume exporté (+25,0%) a été amenuisée par le recul drastique des prix de 31,2%.

Au niveau des **produits transformés**, ceux de la **première transformation** enregistrent une baisse de 6,8% des ventes en valeur, sous l'effet d'un retrait du prix de 9,0% en dépit d'un léger accroissement des volumes (+2,4%). La contraction en valeur des produits de la première transformation provient essentiellement du cacao transformé (-21,7%) qui accuse un repli des prix de 21,2%, accentué par une chute du volume exporté de 0,7%. Cette contraction de la valeur des exportations est difficilement contenue par l'accroissement des ventes de café transformé (+31,9%), d'huile de palme (+10,5%) et d'amande de cajou (+20,4%). Ces trois produits bénéficient également d'une hausse des volumes de 35,5%, 34,5% et 14,9%, respectivement.

Par ailleurs, la baisse en valeur des exportations de produits transformés est atténuée par la hausse des ventes de **conserves et préparations alimentaires** (+1,5%) et accentuée par les exportations de **produits manufacturés** (-2,5%).

✓ Importations

Hausse en valeur dans un contexte marqué par la baisse généralisée des prix à l'import

Les importations en valeur augmentent de 12,8% tirées à la fois par l'ensemble des composantes à savoir, les biens de consommation (+5,9%), les biens intermédiaires (+26,3%) et les biens d'équi-

pement (+12,9%). Cette bonne orientation des importations est soutenue par un accroissement des volumes (+13,5%), malgré un léger retrait des prix (-0,6%).

La progression des **biens de consommation** (en valeur) est portée par les produits alimentaires (+8,0%) et les biens de consommation non alimentaires (+4,6%).

Les biens de consommation alimentaires bénéficient d'une hausse en valeur des importations de riz (+11,6%) et de poisson (+12,0%). Quant aux biens de consommation non alimentaires, ils ont été propulsés par un rebond des achats de produits pharmaceutiques (+12,1%), d'automobiles (+11,1%), d'appareils électro-ménagers (+24,6%) et de produits pétroliers (+12,5%).

Les **biens intermédiaires** croissent en lien avec une hausse notable des achats (en valeur) de pétrole brut (+50,9%), de produits chimiques (+20,4%), de «fer, fonte, acier et ouvrages en acier» (+26,8%) et des «papiers et cartons» (+21,6%).

En outre, les importations en volume de clinker augmentent de 6,0% en relation avec le dynamisme des BTP et la demande croissante des cimenteries.

La hausse des **biens d'équipement** en valeur, en dépit d'un recul des prix à l'import de 2,6% est à mettre à l'actif des acquisitions de «machines mécaniques» (+15,5%), de «machines électriques» (+17,2%) et de «matériel de transport routier» (+31,7%).

✓ Structure des échanges commerciaux de biens

Part des produits transformés en hausse dans les exportations face à la baisse de la part des produits primaires exportés

Les produits primaires et les produits transformés représentent respectivement 64,9% et 35,1% des exportations. Comparée à fin juin 2017, la part des produits primaires exportés est en baisse. Ce recul est imputable à un déclin des ventes hors du pays des produits agricoles, notamment le cacao fèves (42,5% contre 48,5%).

A contrario, la part des produits transformés augmente, tirée par les produits manufacturés (48,6% contre 46,4%), en particulier les produits pétroliers (28,4% contre 24,2%).

Tableau 5 : Structure des exportations en valeur 6 mois 2017-2018

Types de produits	2017	2018
Exportations hors biens exceptionnels	100,0%	100,0%
Produits primaires	67,2%	64,9%
Agriculture vivrière, Elevage, Pêche	0,7%	1,0%
Agriculture d'exportation	82,7%	79,0%
dont: cacao fèves	48,5%	42,5%
dont: noix de cajou	18,3%	18,8%
Produits miniers	16,6%	20,0%
dont: pétrole brut	7,3%	8,6%
dont: Or	8,9%	9,6%
Produits transformés	32,8%	35,1%
1ère Transformation	49,9%	47,4%
dont: Cacao transformé	33,4%	28,0%
Conserves et Préparation Alimentaires	3,7%	4,0%
Manufacturiers	46,4%	48,6%
dont: Produits pétroliers	24,2%	28,4%

Source : DGE, DGD

Réduction du poids des biens de consommation dans les importations

Concernant les **importations**, elles comprennent

les biens de consommation (50,1%), les biens intermédiaires (30,9%) et les biens d'équipements (19,0%). Le poids des biens de consommation, comparé à celui de fin juin 2017, est en retrait. Cette diminution est entraînée par la contraction des achats des « autres biens de consommation », notamment les plastiques (15,4%).

En revanche, la part des biens intermédiaires augmente, grâce au bond enregistré au niveau des importations de pétrole brut (44,5% contre 37,3%).

La dynamique des importations de produits pétroliers s'explique par les besoins de consommation.

Tableau 6 : Structure des importations en valeur 6 mois 2017-2018

Types de produits	2017	2018
Importation hors biens exceptionnels	100,0%	100,0%
Biens de Consommation	53,4%	50,1%
Produits alimentaires	36,9%	37,7%
dont: Poissons	25,8%	26,8%
Riz	29,5%	30,5%
Autres biens de consommations	63,1%	62,3%
dont: Produits pétroliers	26,3%	28,2%
Plastiques	15,4%	13,9%
Biens intermédiaires	27,6%	30,9%
dont: Pétrole brut	37,3%	44,5%
Fer, fonte, acier et ouvrages en acier	16,8%	16,9%
Biens d'équipement	19,0%	19,0%
dont: Machines mécaniques	45,3%	46,4%
Machines électriques	21,0%	21,8%
Matériels de transport routier	16,9%	19,7%

Source : DGE, DGD

✓ Répartition géographique des échanges

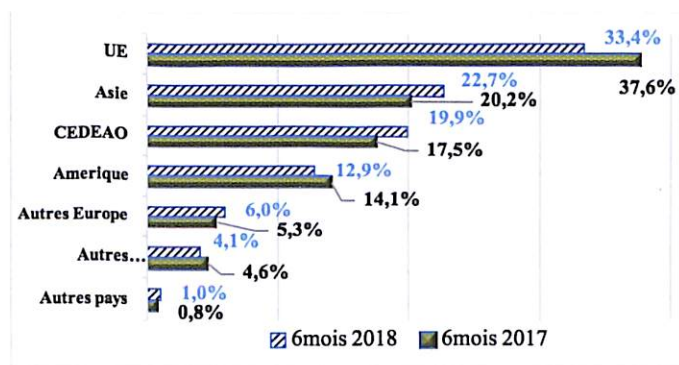
Au niveau des exportations, l'UE reste le premier partenaire commercial de la Côte d'Ivoire avec 33,4% de la valeur des produits exportés à fin juin 2018. Elle est suivie respectivement par l'Asie (22,7%), la CEDEAO (19,9%) et l'Amérique (12,9%). Ces quatre zones sont les principales destinations des produits ivoiriens avec 88,9% du volume total des exportations du pays. Par ailleurs, comparativement à fin juin 2017, les parts de l'UE et de

l'Amérique dans les exportations ont chuté tandis que celles de l'Asie et de la CEDEAO ont augmenté.

En Europe, les Pays Bas (11,4%), l'Allemagne (6,0%) et la France (4,4%) sont les principales destinations des exportations ivoiriennes.

Sur le continent américain, les Etats-Unis (8,5%) représentent le principal débouché des produits ivoiriens avec les achats de cacao fèves, en relation avec l'implantation des entreprises américaines dans ce secteur en Côte d'Ivoire.

Graphique 16 : Répartition géographique des exportations à fin juin 2018



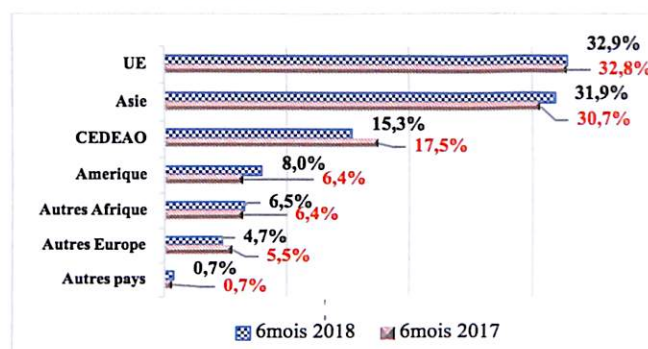
En Asie, la Côte d'Ivoire écoule ses produits essentiellement au Vietnam (9,5%), en Inde (4,6%) et en Malaisie (3,7%), en lien avec les achats de cacao fèves, de caoutchouc et de coton en masse.

Dans la zone CEDEAO, les principaux clients de la Côte d'Ivoire sont ses voisins immédiats, à savoir le Burkina Faso (5,6%) ; le Mali (4,9%) et le Ghana (3,7%). Le Burkina Faso et le Mali s'approvisionnent essentiellement en produits manufacturés tels que les produits pétroliers et d'autres produits de premières nécessités. Quant au Ghana, il s'approvisionne en produits pétroliers et appareils de navigation.

Du côté des importations, les principaux points d'approvisionnement de la Côte d'Ivoire sont l'UE (32,9%), l'Asie (31,9%), la CEDEAO (15,3%) et l'Amérique (8,0%). Ces quatre fournisseurs procurent au pays 88,1% de ses besoins en marchandises (en valeur).

Par ailleurs, il est à noter une légère progression des marchandises en provenance de l'Asie et de l'Amérique contrairement à la CEDEAO où l'on enregistre un recul des importations.

Graphique 17 : Répartition géographique des importations à fin juin 2018



Source : DGE, DGD

En Europe, la France (11,3%), les Pays Bas (4,0%), l'Espagne (3,6%) et l'Allemagne (3,0%) sont les principaux fournisseurs de la Côte d'Ivoire.

En Asie, les importations ivoiriennes proviennent essentiellement de la Chine (13,6%) et de l'Inde (4,6%).

Dans la zone CEDEAO et sur l'ensemble du continent africain, le Nigéria supplante les autres partenaires commerciaux avec 11,3% des importations. Il occupe ainsi le deuxième rang mondial des pays fournisseurs de la Côte d'Ivoire, derrière la Chine. La Côte d'Ivoire achète essentiellement du pétrole au Nigéria, destiné à l'alimentation de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR).

Dans la zone UEMOA, la Côte d'Ivoire importe principalement ses marchandises du Sénégal (1,4%) et du Togo (0,9%). Les achats en provenance de ces pays concernent essentiellement les produits pétroliers pour le Togo et le poisson pour le Sénégal.

II.4. SITUATION MONETAIRE ET MARCHÉ BOURSIER

II.4.a. Situation monétaire

La situation monétaire à fin juin 2018 est marquée par la hausse de la masse monétaire au sens large résultant de la progression des actifs extérieurs nets et des créances intérieures.

La masse monétaire (M2) s'accroît de 10,9% et s'établit à 9 023,1 milliards. Cette augmentation est imputable à la hausse des actifs extérieurs nets de 0,5% (+11,7 milliards) et des créances intérieures de 15,7% (+1087,2 milliards).

Les actifs extérieurs nets dont le niveau avait été boosté par l'émission des euro bonds en mars 2018 entament une lente régression et se retrouvent pratiquement au même niveau que l'année précédente malgré l'excédent de la balance commerciale.

Les créances nettes intérieures progressent, sous l'effet de la hausse des créances nettes sur l'Administration Centrale de 27,8% (+345,4 milliards) et des créances nettes sur l'économie de 13,1% (+741,9 milliards). Selon les résultats de l'enquête de conjoncture menée par la Direction Générale de l'Economie auprès du secteur bancaire, l'évolution favorable des créances nettes sur l'économie provient à la fois des crédits de consommation, des crédits immobiliers et des crédits d'équipement.

S'agissant des conditions de banque, il est enregistré, en

termes cumulés, une hausse des nouvelles mises en place des crédits ordinaires (+13,9%), des escomptes d'effets de commerce (+7,0%) et des dépôts (+4,8%).

Les nouvelles mises en place de crédits ordinaires, au terme des six premiers mois de l'année 2018, se situent en termes cumulés à 2 405,2 milliards, contre 2 111,9 milliards sur la même période en 2017, soit une hausse de 13,9% (+293,4 milliards). Cette embellie résulte de l'augmentation des crédits accordés aux « Particuliers » (+204,6 milliards), aux « Clients divers » (+72,8 milliards), à l'« Etat et organismes assimilés » (+42,3 milliards), à la « Clientèle financière » (+4,2 milliards), aux « Personnels des banques » (+3,7 milliards) et aux « Sociétés d'Etat et EPIC » (+2,8 milliards). Toutefois, ces hausses sont amoindries par la baisse des crédits octroyés aux « Autres sociétés » (-18,9 milliards), aux « Entreprises individuelles » (-11,5 milliards), aux « Coopératives et groupements villageois » (-10,8 milliards) et aux « Assurances et caisses de retraite » (-1,3 milliards).

Les montants cumulés des effets de commerce escomptés et des dépôts s'établissent, quant à eux, respectivement à 494,7 milliards et 950,8 milliards, en augmentation de 7,0% (+32,3 milliards) pour les escomptes et 4,8% (+43,3 milliards) pour les dépôts.

En ce qui concerne le taux d'intérêt moyen appliqué aux crédits ordinaires, il a décru de 0,2 point de pourcentage et s'est établi à 6,2%. S'agissant du taux d'escompte moyen, il est ressorti à 6,9%, identique à son niveau de 2017. Du côté des dépôts, le taux d'intérêt moyen a baissé de 0,1 point de pourcentage pour se situer à 4,9%.

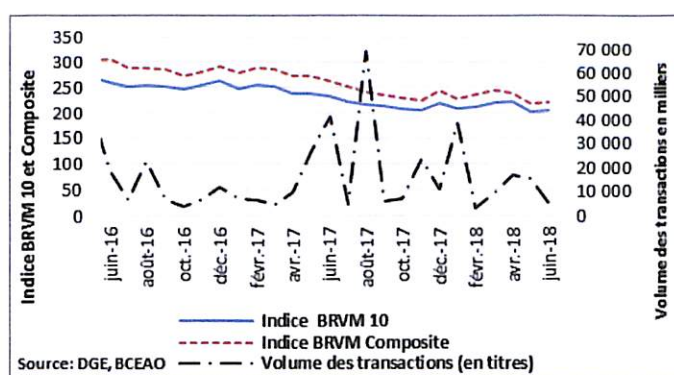
L'analyse de l'évolution du Taux de Change Effectif Réel (TCER) de l'économie ivoirienne fait ressortir un gain de compétitivité-prix au second trimestre 2018, marqué par une baisse du TCER de 1,5% après une perte de compétitivité au cours du premier trimestre 2018 (+1,0%).

En perspectives, selon les résultats de l'enquête de conjoncture auprès du secteur bancaire, le financement de l'économie devrait rester bien orienté au troisième trimestre 2018 dans un contexte de stabilité des prix des services bancaires. Par ailleurs, Le TCER devrait enregistrer une hausse de 0,4% et une baisse de 1,2% respectivement au troisième et au quatrième trimestre 2018. Cette situation résulterait notamment des fluctuations du dollar par rapport à l'Euro et donc au Franc CFA.

II.4.b. Marché boursier

Le marché boursier est marqué par le recul des indices boursiers et une hausse de la capitalisation boursière portée par la poussée de la capitalisation du marché des obligations.

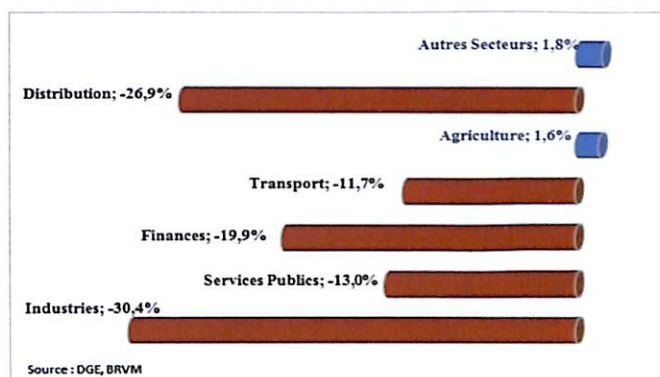
Graphique 18 : Principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



Les indices BRVM 10 et BRVM Composite fléchissent de 13,2% et 16,7% respectivement du fait de la baisse de l'ensemble des indices sectoriels

hormis les indices « BRVM – Agriculture » et « BRVM – Autres secteurs » qui progressent respectivement de 1,6% et de 1,8%.

Graphique 19 : Evolution des indices boursiers par secteur



Concernant la capitalisation boursière, elle s'améliore de 3,9% sous l'impulsion de la hausse de la capitalisation du marché des obligations de 27,2% en dépit de la baisse de la capitalisation du marché des actions de 5,2%. La capitalisation boursière se situe à 9 460,4 milliards à fin juin 2018 contre 9 108,8 milliards à fin juin 2017. Le volume transigé recule de 7,4% tandis que la valeur totale transigée s'accroît de 13,6%. La rotation moyenne mensuelle des titres sur le marché s'est située à un taux de 2,11%. Quant au taux de rendement moyen, il s'est affiché à 8,83 %. La rentabilité globale moyenne au 29 juin 2018 s'est située à 5,08% avec un PER moyen de 13,37 et une prime de risque à 1,48%.

Le repli des principaux indices de la BRVM fait suite au recul observé en 2016 (-3,9%) et en 2017 (-16,9%). La baisse est expliquée par plusieurs facteurs :

- le réajustement logique après trois années de hausse intensive avec des valorisations qui avaient souvent atteint des niveaux élevés ;
- la désaffection progressive des petits porteurs par manque d'introduction

à la cote susceptible de « booster » la demande et du fait des opérations de fractionnement qui les désorientent;

- la hausse attractive des taux sur le marché obligataire marqué par la demande pressante des Etats et des possibilités de souscription plus réduites des banques.

Pourtant, la performance des entreprises de la région a été globalement bonne et les indicateurs macroéconomiques de la région restent bien orientés.

Face à ces tendances négatives, les dirigeants de la BRVM ne ménagent pas leurs efforts à travers le road show « BRVM Investment Days 2018 » pour la promotion de la place en Afrique et sur d'autres continents (Europe, Moyen Orient, Etats-Unis), le lancement d'un compartiment réservé aux Petites et Moyennes Entreprises, la stimulation de la coopération avec d'autres marchés comme celui Ghana ou du Maroc. Ces actions qui n'ont pas encore pu inverser la tendance seront essentiellement profitables à moyen et long terme.

En conclusion, l'économie ivoirienne est bien orientée au premier semestre 2018, portée par les secteurs secondaire et tertiaire. Le secteur primaire devrait bénéficier d'un bon niveau de production de l'agriculture vivrière, au regard du recul des prix des principaux produits frais. Il devrait également se consolider au second semestre avec le redressement attendu de la production d'anacarde.

Avec le lancement des travaux du 4ème pont d'Abidjan le 30 juillet 2018 et la poursuite des chantiers en cours d'exécution, l'activité économique devrait rester dynamique sur le reste de l'année.

Dans l'ensemble, le taux de croissance du PIB devrait être soutenu en 2018.

Selon la septième édition du rapport de la Banque Mondiale sur la situation économique en la Côte d'Ivoire publiée en juillet 2018, le pays présente de bonnes performances économiques. La poursuite du processus de transformation structurelle de l'économie devrait renforcer la soutenabilité à moyen et long termes de sa croissance. En outre, la troisième revue du Programme Economiques et financier a été approuvée par le Conseil d'Administration du FMI le 25 juin 2018. Le FMI note que "la reprise issue de la normalisation politique et de la bonne mise en œuvre des réformes a contribué à une très bonne dynamique de l'économie depuis 2012 avec un taux moyen de croissance annuelle de 9%".

ANNEXES

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN JUIN 2018

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN JUIN 2018

INDICATEURS CONJONCTURELS						
ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL						
	mai-17	juin-17	mai-18	juin-18	Variations	
					Mensuelle	Glissement (Juin 18/Juin 17)
						Glissement (moyenne période)
Cours moyen des principales matières premières						
Cacao (ICCO)	1983,5	1998,3	2659,9	2410,8	-9,4%	20,6%
Café (Indice Composite)	125,4	122,4	113,3	110,4	-2,6%	-9,8%
Pétrole brut (Baril en \$, US)	51,4	47,6	76,9	74,4	-3,3%	56,3%
Supercarburant (\$, US par litre)	0,41	0,38	0,56	0,54	-3,6%	42,1%
Riz blanchi (Prix en Dollars US par tonne)	421,0	458,0	451,0	451,0	0,0%	-1,5%
						11,7%
Cours de l'euro par rapport aux principales devises						
Livre sterling	0,9	0,9	0,9	0,9	0,2%	-0,1%
Yen	124,1	124,6	129,5	128,5	-0,8%	3,2%
Dollar US	1,1	1,1	1,2	1,2	-0,7%	4,3%
Rand sud africain	14,7	14,5	14,8	15,5	4,7%	7,1%
Yuan Renminbi Chinois	7,6	7,6	7,5	7,6	0,3%	-1,2%
						3,8%
CONJONCTURE NATIONALE						
SECTEUR PRIMAIRE						
PRODUCTION AGRICOLE en tonnes ^a						
	5 mois 2017	6 mois 2017	5 mois 2018	6 mois 2018	Mensuelle	Glissement (Juin 18/Juin 17)
						Glissement (moyenne période)
Cacao	572 496,7	895 787,7	nd	866 303,0	nc	-3,3%
Café	23 724,6	27 952,0	nd	118 273,0	nc	323,1%
Anacarde	686 713,4	703 614,2	658 551,8	695 972,6	-73,2%	121,4%
Ananas	21 639,5	26 124,6	20 865,6	23 486,2	-41,5%	-1,1%
Banane	177 002,9	211 307,8	175 544,9	203 885,6	-24,7%	-41,6%
Caoutchouc	207 497,5	254 982,3	nd	291 112,8	nc	-17,4%
Sucre	106 675,9	106 675,9	111 829,1	111 829,1	nc	-3,5%
Coton graine	217 718,5	217 729,8	278 080,3	278 080,3	nc	14,2%
						4,8%
						27,7%
SECTEUR SECONDAIRE						
EXTRACTION MINIERE, HYDROCARBURE						
	5 mois 2017	6 mois 2017	5 mois 2018	6 mois 2018	Mensuelle	Glissement (Juin 18/Juin 17)
						Glissement (moyenne période)
Pétrole brut (en milliers de barils)	5 418,1	6 527,1	4 685,6	5 585,4	-2,0%	-18,9%
Gaz (millions de mètres cubes)	1 029,8	1 209,6	942,7	1 114,3	-12,3%	-14,4%
Manganèse (en kilogramme)	164 382,0	195 452,1	326 421,5	405 141,3	-3,7%	-7,9%
Or brut (en kilogramme)	10 214,6	12 345,2	10 468,3	12 724,8	-12,8%	153,4%
Diamant (en carats)	1 184,0	1 726,8	2 433,6	3 644,3	49,2%	107,3%
						3,1%
						111,0%

PRODUCTION INDUSTRIELLE	mai-17	juin-17	mai-18	juin-18	Mensuelle	Glissement (Juin 18/Juin 17)	Glissement (moyenne période)
	161,1	149,0	163,8	160,3	-2,2%	7,6%	4,1%
Industries extractives	104,1	111,6	102,3	90,3	-11,7%	-19,1%	-12,3%
Extraction de pétrole brut et de gaz naturel / activités annexes	102,1	108,6	92,8	89,3	-3,8%	-17,7%	-14,2%
Industries agroalimentaires et tabac	179,7	154,6	195,9	192,8	-1,6%	24,7%	17,5%
dont fabrication de produits alimentaires et de boissons	175,8	150,1	191,3	187,9	-1,8%	25,2%	17,7%
Industries textiles et cuir	224,7	233,8	223,3	247,8	11,0%	6,0%	2,7%
Fabrication de textiles	135	165	129,0	154,2	19,5%	-6,4%	3,4%
Industries du bois et meubles	286,0	266,3	246,7	269,9	9,4%	1,3%	-7,8%
Travail du bois et fabrication d'articles en bois ou de vannerie	86,3	79,3	98,3	95,1	-3,3%	19,9%	-0,7%
Fabrication de meubles / activités de fabrication n,c,a	392,4	366,0	325,8	363,0	11,4%	-0,8%	-8,7%
Fabriques du papier, carton et édition, imprimerie	77,5	76,2	80,5	79,0	-1,8%	3,8%	6,7%
Edition, imprimerie et reproduction d'enregistrements	45,2	50,5	46,8	47,5	1,6%	-5,8%	2,1%
Industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques	79,1	72,7	89,3	79,3	-11,1%	9,1%	6,8%
Fabrication de produits chimiques	59,5	68,4	60,6	73,3	21,0%	7,1%	9,7%
Raffinage pétrolier, cokéfaction, industries nucléaires	97,1	74,4	117,3	81,6	-30,4%	9,7%	11,8%
Industrie du verre, de la céramique et des matériaux de construction	220,1	214,3	224,7	200,7	-10,7%	-6,4%	4,5%
Industries métalliques	94,0	84,5	143,4	107,6	-24,9%	27,4%	23,0%
Fabrication d'ouvrages en métaux / travail des métaux	67,9	80,5	122,3	94,3	-22,9%	17,2%	42,4%
Fabrication de machines et matériels de tous types	25,7	47,5	63,7	58,0	-8,8%	22,2%	34,8%
Electricité, gaz et eau	188,2	168,9	184,2	173,4	-5,9%	2,7%	0,8%
Production et distribution d'électricité	172,4	152,5	167,6	155,1	-7,4%	1,7%	-0,1%
Ensemble hors extraction	174,3	157,6	178,0	176,4	-0,9%	11,9%	6,6%
Secteur Manufacturier	173,0	156,6	177,4	176,7	-0,4%	12,8%	7,2%
Indicateur avancé du BTP (Approche Consommation)	279,9	306,6	428,0	288,0	-32,7%	-6,1%	17,9%
ELECTRICITE en giga watt / heure							
Production nette d'électricité	4 332,0	5 098,4	4 314,3	5 094,2	-7,4%	1,8%	-0,1%
Dont Energie Hydraulique	590,7	711,3	867,8	1 067,5	38,0%	65,6%	50,1%
Energie thermique	3 741,3	4 387,1	3 446,5	4 026,7	-16,8%	-10,2%	-8,2%
OFFRE TOTALE D'ELECTRICITE	4 338,2	5 105,9	4 320,9	5 102,1	-7,4%	1,8%	-0,1%
Consommation intérieure d'électricité	2 879,4	3 471,3	2 940,2	3 288,6	-40,9%	-41,1%	-5,3%
Dont Haute et Moyenne	1 304,5	1 570,5	1 368,0	1 637,6	0,7%	1,4%	4,3%
Basse tension	1 574,9	1 900,8	1 572,2	1 651,0	-75,5%	-75,8%	-13,1%
Exportation	590,8	679,8	471,3	555,7	-4,0%	-5,2%	-18,3%
Ventes totales d'électricité	3 470,2	4 151,1	3 411,5	3 844,3	-36,1%	-36,4%	-7,4%
PRODUITS PETROLIERS (en tonnes)							
Production nationale	1 273 710,4	1 472 828,0	1 378 927,2	1 620 798,1	-27,8%	21,5%	10,0%
Consommation nationale hors fonds de bacs	851 270,5	1 012 250,5	899 852,8	1 054 693,3	-13,9%	-3,8%	4,2%
Consommation nationale (y compris fonds de bacs à SMB)	857 562,7	1 026 079,6	912 094,2	1 077 671,3	-8,5%	-1,7%	5,0%
dont essence	245 570,0	294 164,9	303 443,4	355 829,9	-20,0%	7,8%	21,0%
gasoil	423 920,2	498 264,4	459 029,3	540 032,7	-12,9%	9,0%	8,4%
Echanges de fond de bac avec la SMB (brut divers)	6 292,3	13 829,1	12 241,4	22 978,1	773,8%	42,5%	66,2%
Exportation de la SIR (Terre + Mer)	517 677,1	567 055,5	489 503,8	606 837,3	12,5%	137,6%	7,0%
Ventes Totales SIR (Marché Intérieur + Export)	1 375 239,9	1 593 135,1	1 401 598,0	1 684 508,6	-0,8%	29,8%	5,7%

SECTEUR TERTIAIRE							
TRANSPORT MARITIME	5 mois 2017	6 mois 2017	5 mois 2018	6 mois 2018	Mensuelle	Glissement (Juin 18/Juin 17)	Glissement (moyenne période)
Trafic Global (en milliers de tonnes)	11 521,0	13 409,4	11 550,9	13 965,5	8,3%	27,9%	4,1%
dont: PAA	9 650,6	11 221,2	9 785,0	11 900,4	8,3%	34,7%	6,1%
PASP	1 870,4	2 188,2	1 765,9	2 065,1	8,7%	-5,9%	-5,6%
dont : exportations	4 542,4	5 185,5	4 322,3	5 197,9	1,1%	36,1%	0,2%
Importations	6 978,6	8 223,9	7 228,5	8 767,6	13,0%	23,6%	6,6%
Nombre de navires entrés	1 345,0	1 559,0	1 227,0	1 455,0	-5,8%	6,5%	-6,7%
TRANSPORT AERIEN	5 mois 2017	6 mois 2017	5 mois 2018	6 mois 2018	mensuelle	Glissement (Juin 18/Juin 17)	glissement (moyenne période)
Total voyageurs (passagers commerciaux)	713 892,0	852 038,0	735 842,0	885 046,0	1,5%	8,0%	3,9%
dont Arrivée	347 677,0	414 536,0	363 577,0	435 872,0	-1,2%	8,1%	5,1%
Départ	366 215,0	437 502,0	372 265,0	449 174,0	4,1%	7,9%	2,7%
Fret aérien (tonnes)	10 091,0	11 941,0	9 803,0	11 994,0	-11,7%	18,4%	0,4%
Transit direct	67 559,0	79 038,0	77 335,0	93 104,0	-5,4%	37,4%	17,8%
TRANSPORT FERROVIAIRE	5 mois 2017	6 mois 2017	5 mois 2018	6 mois 2018	mensuelle	Glissement (Juin 18/Juin 17)	glissement (moyenne période)
Total Trafic de marchandises	353 905,8	414 482,1	414 403,2	495 180,2	-1,2%	33,3%	19,5%
Total Trafic de personnes	57 508,0	69 316,0					
COMMERCE DE DETAIL (Indice base 100: année 2013)	mai-17	juin-17	mai-18	juin-18	mensuelle	Glissement (Juin 18/Juin 17)	glissement (moyenne période)
Indice général du chiffre d'affaires	138,5	132,5	146,0	142,5	-2,4%	7,5%	8,6%
dont Produits pétroliers	140,7	137,4	162,4	157,3	-3,1%	14,5%	16,6%
dont Produits pharmaceutiques et médicaux	89,6	128,7	139,1	131,5	-5,5%	2,2%	8,5%
Ensemble hors produits pétroliers	137,5	130,0	135,8	133,4	-1,8%	2,6%	2,7%
TELECOMMUNICATION	5 mois 2017	6 mois 2017	5 mois 2018	6 mois 2018	Mensuelle	Glissement (Mai 18/Mai 17)	Glissement (moyenne période)
Nombre d'abonnés Total (stock de fin de période)	45 480 501,4	46 329 213,8	34 094 613,4	nd	nc	nc	nc
Chiffre d'affaires en FCFA	429 840 085 880,2	513 695 076 093,6	427 245 200 736,4	510 284 356 745,3	0,1%	-1,0%	-0,7%
Nombre d'abonnés - Téléphonie Mobile (stock de fin de période)	30 592 929,0	31 061 844,0	33 632 915,0	34 153 066,2	-14,2%	10,9%	10,0%
Chiffre d'affaires en FCFA - Téléphonie mobile	382 409 035 046,5	457 274 275 057,8	382 679 159 792,9	455 952 702 882,1	-2,5%	-2,1%	-0,3%
INFLATION ^c	mai-17	juin-17	mai-18	juin-18	mensuelle	Glissement (Juin 18/Juin 17)	glissement (moyenne période)
Indice général	116,1	115,3	114,9	115,8	0,8%	0,4%	0,0%
Indice général hors alimentation	111,1	110,7	111,8	111,9	0,1%	1,0%	0,5%
Indice Produits Alimentaires & boissons non alcoolisées	131,4	129,2	124,5	127,6	2,5%	-1,2%	-1,4%
Céréales non transformées	110,2	112,4	114,8	112,0	-2,4%	-0,3%	1,0%
Vitandes	135,1	134,3	129,8	134,0	3,3%	-0,2%	-0,3%
Poissons	138,6	136,4	127,5	138,8	8,9%	1,8%	2,9%
Lait-Fromages-œufs	113,9	113,9	112,3	112,3	0,0%	-1,4%	-0,5%
Huiles et graisses	125,1	122,7	123,8	121,5	-1,8%	-1,0%	-5,1%
Fruits	142,7	151,0	120,2	127,4	6,0%	-15,7%	-8,7%
Légumes frais	160,7	161,3	136,2	153,7	12,9%	-4,7%	-8,5%
Tubercules et plantains	161,8	155,3	148,8	155,3	4,3%	0,0%	-7,2%
EMPLOI	mai-17	juin-17	mai-18	juin-18	var. absolue (en glissement)	var. relative (en glissement)	var. absolue (par rapport au debut de l'année)
Total effectif secteur moderne	922 278,0	927 793,0	988 690,0	998 322,0	70 529,0	7,6%	33 054,0
Secteur privé							
Effectif employeurs immatriculés	33 026,0	33 265,0	36 279,0	36 334,0	3 069,0	9,2%	1 347,0
Effectif salariés immatriculés	717 490,0	722 365,0	772 453,0	780 911,0	58 546,0	8,1%	25 983,0
Secteur public							
Effectif salariés	204 788,0	205 428,0	216 237,0	217 411,0	11 983,0	5,8%	7 071,0

ECHANGES EXTERIEURS DES MARCHANDISES									
EXPORTATIONS	5 mois 2017	6 mois 2017	5 mois 2018	6 mois 2018	mensuelle	Glissement (Juin 18/Juin 17)	glissement (moyenne période)		
En valeur (millions de FCFA)									
En quantité (tonnes)/d	3 909 110	4 466 909	3 101 265	3 586 917	-10,1%	-12,9%	-19,7%		
	4 287 256	5 173 128	4 921 536	5 737 078	-4,4%	-7,9%	-8,7%		
Total valeur hors bien exceptionnels (millions de FCFA)									
Total quantité hors bien exceptionnel (tonnes)/d	3 571 793	4 129 593	3 101 265	3 586 917	-10,1%	-12,9%	-13,1%		
Produits Primaire	4 268 742	5 154 614	4 921 536	5 737 078	-4,4%	-7,9%	-1,3%		
Valeur	2 428 744	2 776 791	2 008 847	2 326 483	1,6%	-8,7%	-16,2%		
Quantité	2 818 732	3 435 866	3 321 178	3 874 280	22,1%	-10,4%	-3,1%		
Café vert	18 545	22 823	27 975	32 320	-52,5%	1,6%	41,6%		
Valeur	18 701	22 828	28 494	32 845	-53,9%	5,4%	43,9%		
Quantité	1 262 281	1 347 117	919 804	987 765	41,0%	-19,9%	-26,7%		
Cacao fèves	841 310	916 528	793 987	857 114	43,3%	-16,1%	-6,5%		
Valeur	412 466	507 308	364 307	437 702	-50,3%	-22,6%	-13,7%		
Quantité	434 059	528 074	399 718	479 565	-50,6%	-15,0%	-9,2%		
Ananas frais	3 166	3 823	3 052	3 455	-37,6%	-38,7%	-9,6%		
Valeur	14 140	17 070	13 634	15 346	-41,5%	-41,6%	-10,1%		
Quantité	34 423	41 180	36 344	42 324	-26,1%	-11,5%	2,8%		
Banane	159 303	190 177	157 990	183 497	-24,7%	-17,4%	-3,5%		
Valeur	92 445	99 912	86 907	100 694	-8,6%	84,6%	0,8%		
Quantité	104 400	113 802	89 853	104 194	-6,6%	52,5%	-8,4%		
Graines de coton	6 250	6 277	7 845	7 957	-83,6%	319,0%	26,8%		
Valeur	71 998	72 282	85 255	86 474	-83,7%	329,2%	19,6%		
Quantité	203 639	235 945	168 611	202 965	5,5%	6,3%	-14,0%		
Caoutchouc	223 398	265 363	273 460	331 806	6,4%	39,0%	25,0%		
Valeur	0	0	6	6	nc	nc	nc		
Bois en grumes	0	0	32	32	nc	nc	nc		
Quantité	135 982	203 215	126 969	198 961	nc	0,07	-2,1%		
Pétrole brut	607 583	940 434	533 988	769 186	nc	-29,3%	-18,2%		
Valeur	1 143 050	1 352 802	1 092 418	1 260 434	-26,1%	-19,9%	-6,8%		
Produits Transformés	1 450 011	1 718 748	1 600 358	1 862 798	-34,5%	-2,3%	2,4%		
Valeur	390 950	451 408	299 808	353 550	-8,4%	-11,1%	-21,7%		
Cacao transformé	191 295	225 416	188 205	223 926	-7,5%	4,7%	-0,7%		
Valeur	13 474	17 781	20 110	23 461	22,3%	-22,2%	31,9%		
Café transformé	2 325	2 648	3 150	3 150	28,8%	-9,4%	35,5%		
Valeur	36 278	42 662	40 839	47 141	-48,3%	-1,3%	10,5%		
Huile de palme	62 325	73 868	85 142	99 334	-48,4%	23,0%	34,5%		
Valeur	297 115	327 571	318 007	358 582	-37,4%	33,2%	9,5%		
Produits pétroliers	621 392	727 838	709 015	805 010	-50,7%	-9,8%	10,6%		
Quantité									

IMPORTATIONS	5 mois 2017	6 mois 2017	5 mois 2018	6 mois 2018	mensuelle	Glissement (Juin 18/Juin 17)	glissement (moyenne période)
En valeur (millions de FCFA)							
En quantité (tonnes/d)	2 457 347	2 887 857	2 376 939	2 877 816	-9,7%	16,3%	-0,3%
	5 710 956	6 889 617	6 416 888	7 666 243	-20,2%	6,0%	0,2%
Total valeur hors bien exceptionnels (millions de FCFA)	2 119 968	2 550 478	2 376 935	2 877 812	-9,7%	16,3%	12,8%
En quantité hors biens exceptionnels (tonnes/d)	5 692 442	6 871 103	6 416 885	7 666 239	-20,2%	6,0%	13,5%
Biens de consommation	1 135 524	1 362 316	1 188 523	1 442 103	-9,2%	11,8%	5,9%
Quantité	2 608 606	3 083 452	2 781 141	3 319 387	-14,8%	13,4%	9,3%
Valeur	413 307	503 227	441 915	543 289	-13,0%	12,7%	8,0%
Produits Alimentaires	1 397 027	1 665 431	1 521 817	1 843 680	-12,6%	19,0%	18,0%
Quantité	126 516	148 678	134 206	165 864	-24,9%	42,8%	11,6%
dont Riz	531 921	611 283	534 450	657 552	-13,5%	55,1%	7,6%
Quantité	722 217	859 089	746 608	898 814	-6,4%	11,2%	4,6%
Autres biens de consommation	1 211 579	1 418 021	1 259 324	1 475 707	-17,9%	4,8%	4,2%
Quantité	208 748	225 709	209 833	253 833	8,2%	159,4%	12,5%
Produits pétroliers	623 585	675 828	594 984	700 212	-0,8%	101,4%	3,6%
Quantité	593 126	703 701	723 271	888 836	-9,0%	49,7%	26,3%
Valeur	2 983 654	3 664 001	3 519 410	4 208 177	-24,4%	1,2%	20,0%
Biens intermédiaires	362 327	441 509	413 472	493 077	-18,3%	0,5%	11,7%
Quantité	2 061 086	2 607 909	2 308 636	2 745 944	-30,6%	-20,0%	9,0%
Pétrole brut	230 799	262 192	309 799	395 758	1,7%	173,8%	50,9%
Valeur	922 568	1 056 092	1 210 774	1 462 233	-10,4%	88,3%	38,5%
Quantité	23 089	29 789	17 432	22 136	40,7%	-29,8%	-25,7%
Engrais	123 122	157 543	100 229	127 277	42,2%	-21,4%	-19,2%
Quantité	32 716	41 872	37 458	43 768	-35,9%	-31,1%	4,5%
Clinker	1 119 350	1 443 511	1 313 921	1 530 076	-30,3%	-33,7%	6,0%
Quantité	10 071	13 123	9 446	11 529	-33,3%	12,6%	8,5%
Autres matériaux de construction	315 662	392 280	339 293	425 526	-15,5%	-93,5%	-83,1%
Quantité	1 588	3 738	492	632	-31,1%	53,4%	21,6%
Ciment (autre que clinker)	34 699	71 164	5 432	6 751	-31,1%	96,4%	-90,5%
Quantité	38 304	45 577	44 278	55 434	34,6%	53,4%	21,6%
Papiers et cartons d'emballage	74 925	89 649	76 412	97 692	57,4%	44,5%	9,0%
Quantité	728 697	821 841	465 145	546 877	-12,6%	-12,3%	-33,5%
Biens d'équipements total	118 696	142 164	116 337	138 679	-5,0%	-4,8%	15,9%
Quantité	391 318	484 462	465 141	546 873	-12,6%	-12,3%	12,9%
Biens d'équipements hors bien exceptionnel	100 182	123 650	116 334	138 676	-5,0%	-4,8%	15,9%
Quantité	180 378	219 504	214 986	253 558	2,4%	-1,4%	15,5%
Dont Machines mécaniques	43 571	53 783	44 879	54 252	-8,7%	-8,2%	0,9%
Quantité	65 002	81 811	92 067	107 744	-30,8%	-6,7%	31,7%
Matériel de transport routier	38 513	47 815	47 453	55 875	-9,9%	-9,5%	16,9%
Quantité	1 451 762,8	1 579 052,3	724 326,9	709 100,9			
Solde commercial (Fob-Caf en millions de FCFA)							
Solde commercial hors biens exceptionnels (Fob-Caf en millions de F CFA)	1 451 825,3	1 579 114,7	724 330,5	709 104,5			
Solde commercial hors biens exceptionnels (Fob-Fob en millions de F CFA)	1 805 153,3	2 004 194,4	1 120 486,3	1 188 739,9			
Taux de couverture (hors biens exceptionnels)	168,5%	161,9%	130,5%	124,6%			
Variation des termes de l'échange (hors biens exceptionnels)	6,4%	6,0%	-11,7%	-11,5%			

FINANCES PUBLIQUES (en milliards)									
	5 mois 2017	6 mois 2017	5 mois 2018	6 mois 2018	Objectif Juin 2018 Prog.	Variation relative (par rapport à l'objectif)	variation absolue (par rapport à l'objectif)		
RECETTES TOTALES ET DONS	1 930,2	2 340,2	1 989,1	2 416,2	2 388,4	1,2%	27,8		
RECETTES	1 809,3	2 216,2	1 864,9	2 283,3	2 217,7	3,0%	65,6		
Recettes fiscales (y.c. recettes affectées et parafiscalité)	1 559,7	1 900,9	1 589,0	1 962,7	1 959,6	0,2%	3,1		
Recettes non fiscales	249,6	315,3	275,9	320,6	258,1	24,2%	62,5		
DONS	121,0	124,2	124,2	122,9	170,7	-22,2%	-37,9		
DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS	2 046,9	2 560,5	2 164,6	2 694,5	2 746,8	-1,9%	-52,3		
dont Personnel	607,9	733,4	704,2	839,7	811,9	3,4%	27,8		
Depenses de fonctionnement	418,0	532,6	392,7	456,4	478,5	-4,6%	-22,1		
Intérêts dus sur la dette publique	126,2	191,4	116,8	224,5	228,3	-1,7%	-3,8		
Depenses d'investissement	538,1	662,8	584,4	713,1	745,9	-4,4%	-32,8		
Solde budgétaire global	-116,7	-220,3	-175,6	-278,3	-358,3	-22,3%	80,1		
Solde primaire de base	170,3	159,9	95,2	115,2	17,5	558,9%	97,7		

SITUATION MONETAIRE (en milliards)									
	mai-17	juin-17	mai-18	juin-18	var. absolue (en glissement)	var. relative (en glissement)	var. absolue (par rapport au debut de l'année)		
Masses monétaire (M2)	8 242,6	8 134,2	9 064,0	9 023,1	888,9	10,9%	448,2		
Monnaie fiduciaire	2 286,0	2 263,7	2 267,1	2 199,8	-63,9	-2,8%	-101,2		
Dépôts transférables	3 336,8	3 235,1	3 964,6	3 921,9	686,8	21,2%	301,7		
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	2 619,8	2 635,4	2 832,3	2 901,4	266,0	10,1%	247,8		
Actifs extérieurs nets	1 868,8	2 443,5	2 670,2	2 455,2	11,7	0,5%	692,5		
Créances intérieures	7 546,5	6 906,2	7 945,1	7 993,4	1087,2	15,7%	-297,3		
Créances sur l'Administration Centrale	1 914,6	1 243,0	1 609,4	1 588,4	345,4	27,8%	-392,7		
Créances sur l'économie	5 631,9	5 663,1	6 335,6	6 405,0	741,9	13,1%	95,4		

MARCHÉ BOURSIER									
	mai-17	juin-17	mai-18	juin-18	mensuelle	Glissement (Juin 18/Juin 17)	glissement (moyenne période)		
BRVM (UEMOA)									
Indice BRVM 10	237,4	232,1	204,7	205,7	0,5%	-11,4%	-13,2%		
Indice BRVM Composite	271,4	262,4	218,4	221,4	1,4%	-15,6%	-16,7%		
Capitalisation boursière (en milliards de FCFA)	9 742,3	9 108,8	9 439,9	9 460,4	0,2%	3,9%	-1,5%		
* Marché Actions	7 168,2	6 565,8	6 142,3	6 225,7	1,4%	-5,2%	-10,6%		
* Marché Obligations	2 574,2	2 543,0	3 297,6	3 234,7	-1,9%	27,2%	24,6%		
Volume des transactions (en titres)	26 319 064,0	41 145 054,0	15 770 498,0	5 467 737,0	-65,3%	-86,7%	-7,4%		
Valeur des transactions (en millions de FCFA)	22 985,2	22 510,4	13 644,9	13 721,7	0,6%	-39,0%	13,6%		

Source: MEF / DGE / DPPSE

NB: Les données sur le café et le cacao sont fournies dorénavant par trimestre par le Conseil du café-cacao

a : Les données se rapportant à l'année 2018 sont des estimations sur la base des exportations

b : Le secteur manufacturier exclut les branches suivantes: extraction de pétrole et mine, énergie électrique et eau potable,

c : La base de calcul du nouvel indice de prix est l'année 2008 contre 1996 antérieurement et les pondérations des différents postes ont été revues

d : Il s'agit de la variation des quantités à prix constant ou volume

e : Monnaie au sens large

**DIRECTION DES PRÉVISIONS, DES POLITIQUES
ET DES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES**

Plateau, Avenue Marchand, Immeuble SCIAM, 1er étage
04 BP 650 Abidjan 04 - Tél. (00225) 20 20 09 58 / 20 20 09 24 / 20 20 09 25
Email: sdcdppse@dge.gouv.ci / www.dppse.ci